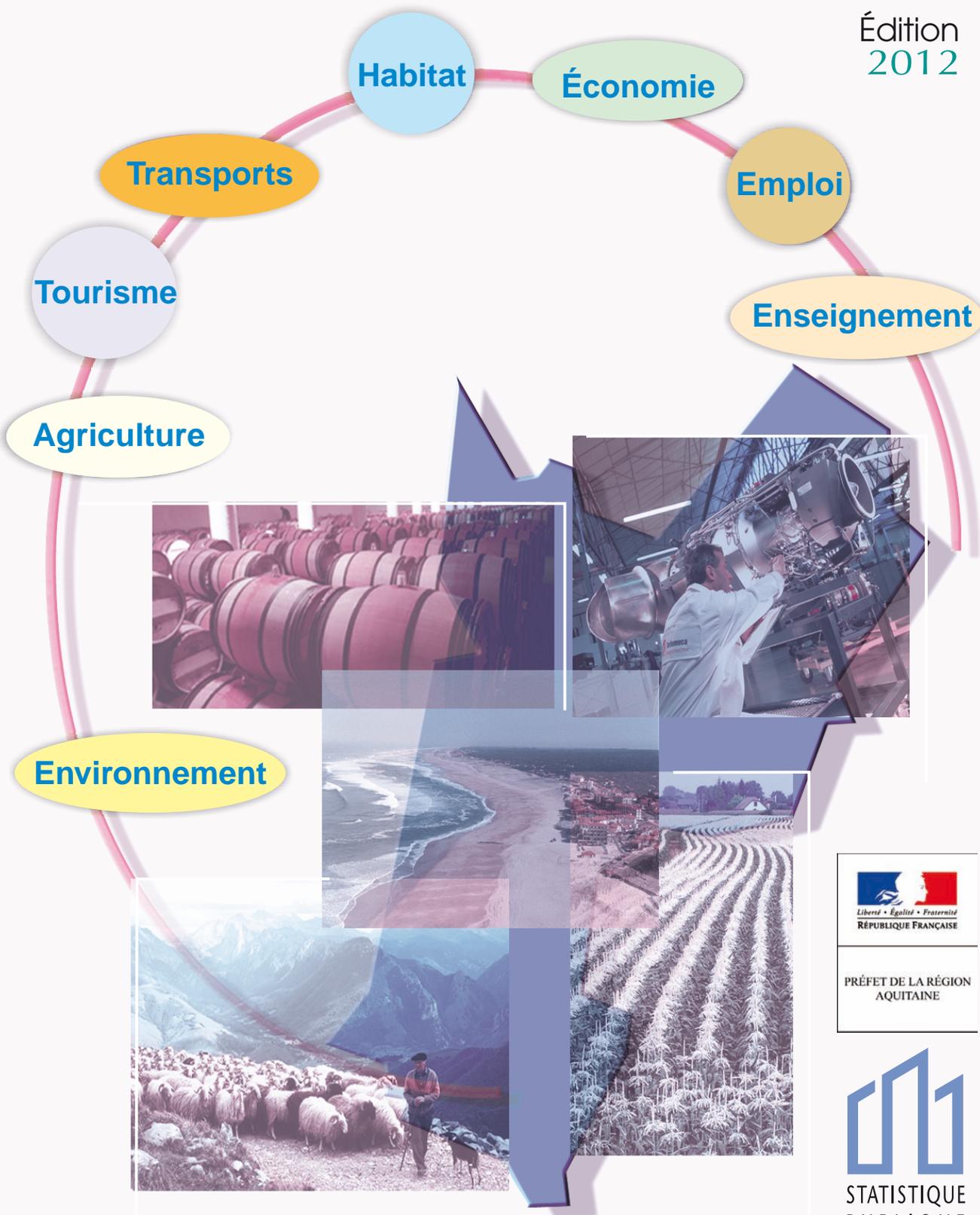


L'ANNÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE 2011  
EN AQUITAINE

N° 76  
AVRIL 2012

Édition  
2012




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
AQUITAINE

---

---

*Dossier réalisé par la direction régionale de l'Insee Aquitaine  
sous la responsabilité d'Élisabeth Nadeau, chef de projet*

*avec la participation de :*

*la direction régionale des douanes de Bordeaux*

*la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF)*

*la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)*

*la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail  
et de l'emploi (DIRECCTE)*

*le Rectorat de l'académie de Bordeaux*

*la Banque de France*

*le Pôle emploi*

---

---

# Sommaire

<b>Synthèse</b>	
L'activité économique se dégrade au second semestre 2011 en Aquitaine . . . . .	5
<b>Éducation - Enseignement</b>	
Hausse des effectifs plus soutenue dans le second degré que dans le premier en 2011 . . . . .	8
<b>Revenus - Salaires</b>	
La pauvreté monétaire s'accroît en Aquitaine, mais moins que dans le reste de l'Hexagone en 2009 . . . . .	10
<b>Habitat</b>	
Parc locatif social : les bailleurs sociaux confortent leur dynamisme . . . . .	12
<b>Environnement</b>	
Plan Bâtiment du Grenelle Environnement en Aquitaine : réhabilitation énergétique en marche . . . . .	14
<b>Économie</b>	
Dynamique lors du premier semestre 2011, la croissance de l'économie régionale est devenue plus irrégulière en fin d'année . . . . .	16
<b>Emploi</b>	
Un second semestre 2011 placé sous le signe des pertes d'emploi . . . . .	18
<b>Politique de l'emploi</b>	
Promotion de l'alternance et de l'accompagnement des mutations économiques en Aquitaine en 2011 . . . . .	20
<b>Marché du travail</b>	
Poursuite de la dégradation de la situation du marché du travail en 2011 . . . . .	22
La hausse du nombre d'offres d'emploi se poursuit en 2011 en Aquitaine. . . . .	23
<b>Démographie des entreprises</b>	
En 2011, repli des créations d'entreprises en Aquitaine comme en France . . . . .	24
<b>Construction</b>	
2011 : La reprise en toile de fond pour la construction . . . . .	26
<b>Agriculture - Forêt</b>	
L'agriculture aquitaine, plutôt bonne en 2011 pour les céréales malgré les coûts de production. . . . .	28
<b>Commerce extérieur</b>	
En 2011, en Aquitaine, les exportations équilibrent tout juste les importations . . . . .	30
<b>Tourisme</b>	
Record de nuitées dans les hôtels et les campings pour la saison 2011 . . . . .	32
<b>Transports de marchandises</b>	
Marchandises : le trafic routier toujours en progression, le trafic maritime en recul en 2011. . . . .	34
<b>Transports de voyageurs</b>	
En 2011, progression de 8 % du trafic passagers des TER et des aéroports. . . . .	36
<b>Annexes</b>	
Chiffres clés départementaux. . . . .	37
Définitions et méthodologie. . . . .	38

Rédaction achevée le 2 avril 2012



## L'activité économique se dégrade au second semestre 2011 en Aquitaine

L'année 2011 en Aquitaine commence bien dans le sillage de la reprise de 2010. La fin de l'année est plus hésitante et les indicateurs économiques ne passent pas tous au vert.

Le redressement de l'activité engagé en 2010 se poursuit au cours du premier semestre 2011 dans tous les secteurs d'activité, d'après les chiffres d'affaires des entreprises. Sur l'année, la reprise bénéficie à l'emploi, à l'investissement et à la rentabilité des entreprises des secteurs industriels et des services marchands. Avec la crise de la dette de l'été 2011, l'attentisme a prévalu dans la deuxième partie de l'année.

Les créations d'emplois sont moins nombreuses qu'en 2010, et les services marchands dynamiques en 2010 commencent à détruire des emplois, en fin d'année, comme en France. Le chômage augmente plus vite qu'au niveau métropolitain et fin 2011, il dépasse la moyenne de France métropolitaine.

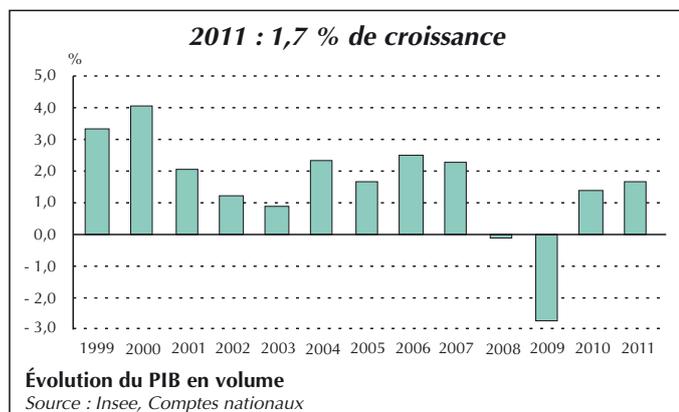
La construction, dans un contexte fortement concurrentiel, perd encore des emplois salariés, malgré un environnement plus favorable. Le tourisme reste un secteur porteur dans la région.

Les inégalités s'accroissent ; la pauvreté, même si elle a moins augmenté que dans le reste de l'Hexagone, touche un Aquitain sur huit.

La récession a été évitée. Le comportement des acteurs économiques pour 2012 reste empreint d'incertitudes, tant au niveau national que local. Le rétablissement de l'économie devrait être lent.

En 2010 et en 2011, l'économie française renoue avec une croissance modérée, la crise semble s'éloigner même si la situation dans la zone euro reste morose. Néanmoins le chômage ne cesse d'augmenter et, au second semestre 2011, les services marchands perdent des emplois.

mière fois depuis le troisième trimestre 2009. Fin 2011, le nombre d'emplois dans le secteur marchand hors intérim dépasse celui de début 2008.



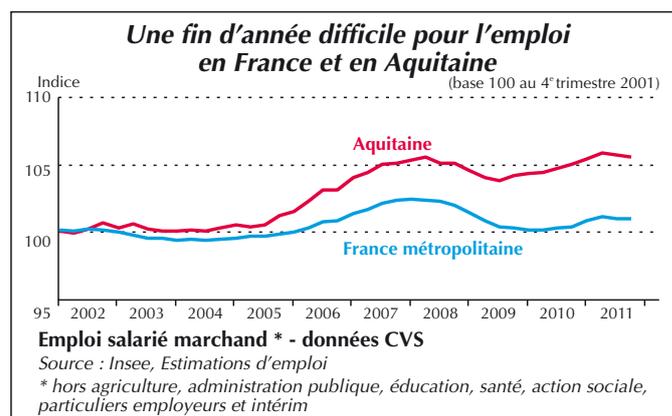
Au plus fort de la crise en 2008-2009, les entreprises ont sans doute essayé de ne pas se séparer de leurs salariés. Les effectifs n'ont pas été ajustés autant que la chute de l'activité pouvait le laisser prévoir.

En Aquitaine, le redressement de l'activité engagé en 2010 se poursuit jusqu'à la fin du premier semestre 2011, mais les indicateurs économiques durant le second semestre se détériorent.

### ■ Créations d'emploi salarié modestes

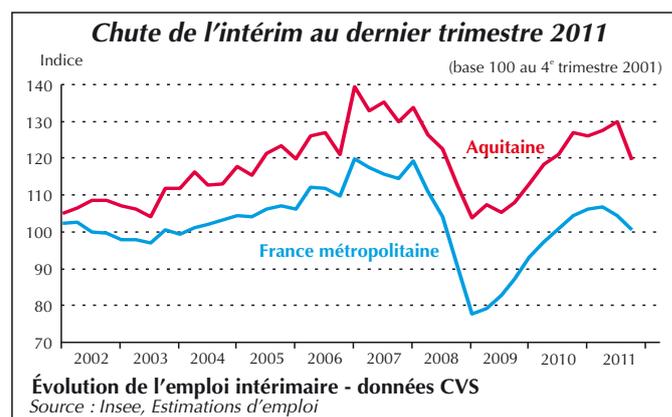
De décembre 2010 à décembre 2011, selon les résultats provisoires, la hausse des effectifs salariés marchands serait de 0,5 % en Aquitaine (0,6 % en France métropolitaine), sans compter l'intérim. Cela représente 3 100 emplois.

Aux troisième et quatrième trimestres 2011, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles recule pour la pre-



Sur l'année 2011, les créations nettes d'emploi dans les services marchands hors intérim seraient de 2 600, 4 900 emplois créés au premier semestre et 2 300 perdus au second.

Les créations d'emplois dans les services marchands sont à relier à la démographie régionale. Début 2011, l'Aquitaine



compte 3,26 millions d'habitants. Sa population croît de 1 % par an en moyenne depuis 1999, sous l'effet principalement du jeu des migrations.

Les effectifs intérimaires se montrent nettement moins dynamiques qu'en 2010. L'intérim, premier facteur d'ajustement, chute en 2011 et particulièrement en fin d'année.

## ■ Bonne tenue des effectifs industriels

L'industrie régionale ne perd plus d'emploi en 2011, au contraire elle en crée un peu dans les industries extractives et dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques et de machines. Par contre, l'emploi dans les industries agroalimentaires est en repli sur l'année.

Cette progression d'emplois s'accompagne d'un fort accroissement des investissements, notamment dans la modernisation des moyens de production.

### Des créations d'emploi qui s'arrêtent à l'été 2011

	Variation annuelle (%)	
	2010	2011
<b>Aquitaine</b>		
Industrie . . . . .	- 1,0	0,1
Construction . . . . .	- 0,7	- 1,1
Commerce . . . . .	- 0,3	0,8
Services marchands . . . . .	2,7	0,9
<b>Total . . . . .</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>
<b>France métropolitaine</b>		
Industrie . . . . .	- 1,8	- 0,1
Construction . . . . .	- 0,9	- 0,8
Commerce . . . . .	0,1	0,7
Services marchands . . . . .	1,2	1,1
<b>Total . . . . .</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>

Source : Insee, Estimations d'emploi

Le champ couvert est celui de l'emploi salarié du secteur marchand, hors agriculture, administration publique, éducation, santé, action sociale, particuliers employeurs et intérim.

Le commerce crée de l'emploi également, aux alentours de 1 200. La construction perd 850 emplois salariés supplémentaires. Pourtant, la situation du secteur du logement s'améliore après une année 2010 en demi-teinte. La production de logements rattrape progressivement son niveau de 2007. Le volume des autorisations de logements, portées par l'habitat collectif, augmente de 28 %. Les mises en chantier suivent la même tendance et progressent de 26 % sous l'effet conjoint des habitats collectifs et individuels purs.

Le second œuvre et les travaux publics se maintiennent grâce à des carnets de commandes étoffés.

La progression des effectifs salariés de la construction est concentrée dans les unités importantes.

## ■ Des aides pour "habiter mieux"

Les principales mesures de réhabilitation énergétique portent leurs fruits en Aquitaine. D'abord en 2010, 5 930 éco-prêts à taux zéro sont accordés, plaçant ainsi la région au 4<sup>e</sup> rang. Ensuite, dans le cadre du programme "Habiter Mieux", les aides engagées en 2011 s'élèvent à 464 000 € et 340 logements

sont subventionnés. Enfin, l'amélioration de la performance thermique a concerné 4 000 logements sociaux et a permis à 99 % de ces logements d'améliorer leur classement.

## ■ Succès pour la formation en alternance

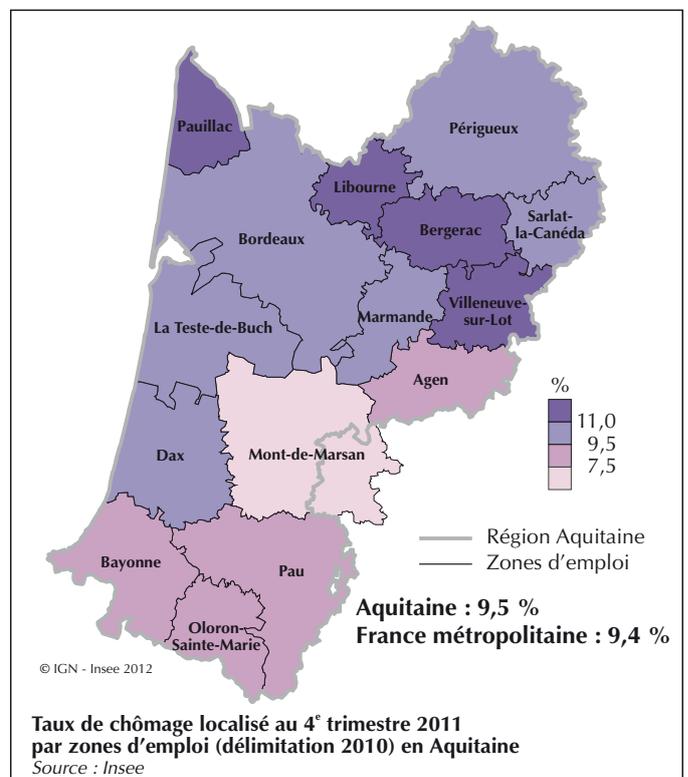
Malgré un contexte budgétaire contraint, le nombre des contrats aidés reste important en 2011, bien qu'inférieur à celui exceptionnellement élevé de 2010.

En 2011, la formation en alternance - le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation - est stimulée. Le nombre d'alternants croît de 9,6 % en Aquitaine contre 7,3 % au niveau national. Le contrat de professionnalisation remporte le plus grand succès : il progresse de 14 % en Aquitaine et de 17 % au niveau national. Dans le même temps, le nouveau contrat de sécurisation professionnelle (CSP) permet de mieux gérer les transitions entre emploi et chômage en donnant plus de garanties aux licenciés économiques.

## ■ Détérioration forte du marché du travail régional

La dégradation de la situation du marché du travail continue en 2011. La hausse de la demande d'emploi se poursuit : + 6,7 % sur un an pour les catégories ABC contre + 5,3 % en France métropolitaine. Cette tendance haussière concerne toutes les catégories de demandeurs en particulier les seniors et, dans une moindre mesure, les femmes.

Le taux de chômage en fin d'année (9,5 %) est un peu plus fort qu'au niveau métropolitain (9,4 %). Il augmente de 0,4 point en un an (0,2 point pour le niveau France métropolitaine).



Les zones d'emploi les plus affectées par le chômage restent celles de Pauillac, Bergerac, Villeneuve-sur-Lot et Libourne. Le

taux de chômage fin 2011 y dépasse 11 % de la population active (entre 11,3 % et 11,8 %).

En Dordogne il atteint 10,5 % et en Lot-et-Garonne 10 %. La crise accentue les inégalités monétaires. Si un Aquitain sur huit vit sous le seuil de pauvreté en 2009, c'est une personne sur six en Lot-et-Garonne et Dordogne.

En Aquitaine, en 2011, le nombre de bénéficiaires du RSA (source CAF) augmente de 2,1 %.

### **Début 2012, en France, l'emploi continuerait de reculer dans les secteurs marchands, et le chômage poursuivrait sa hausse**

*La situation conjoncturelle de la zone euro reste morose. L'activité serait terne (- 0,1 % au premier trimestre 2012, + 0,1 % au deuxième), soutenue presque exclusivement par une modeste reprise des exportations. En outre, les divergences s'accroîtraient dans la zone euro, entre l'Italie et l'Espagne où la demande intérieure décrocherait, et l'Allemagne et la France, où elle présenterait une certaine résilience.*

*L'environnement extérieur de la zone euro apparaît plus porteur, et alimenterait ainsi la dynamique des échanges mondiaux jusqu'à l'été 2012 : les États-Unis seraient portés par un emploi robuste, et le Japon par les aides publiques à la reconstruction. Tirillés entre le risque inflationniste et la nécessité de soutenir la demande interne, les pays émergents s'installeraient cependant sur un rythme de croissance en deçà de celui d'avant la crise.*

*En France, la croissance au premier semestre 2012 serait légèrement supérieure à la moyenne de la zone euro mais serait en dessous de son rythme potentiel : elle serait nulle au premier trimestre, avant de repartir modérément au deuxième trimestre (+ 0,2 %). La demande intérieure manquerait de dynamisme. La consommation des ménages s'essoufflerait : + 0,2 % au premier trimestre 2012, 0,0 % au deuxième. Le pouvoir d'achat du revenu reculerait en effet sur le semestre, en raison notamment d'une inflation persistante. Même si une baisse du taux d'épargne est attendue, celle-ci n'amortirait que légèrement les conséquences sur la consommation de ce recul.*

*Reffet de la faiblesse de la croissance, l'emploi continuerait de reculer dans les secteurs marchands, avec près de 50 000 pertes d'emplois au premier semestre 2012 ; et le chômage poursuivrait sa hausse.*

*Comme à l'accoutumée, la prévision est entourée de nombreux aléas. Dans la zone euro, l'action récente de la banque centrale européenne semble avoir éloigné le risque d'une crise systémique majeure, mais les tensions qui persistent dans certains pays (Grèce, Portugal) ne mettent pas la zone euro entièrement à l'abri de nouveaux accès de fièvre sur les marchés financiers, qui viendraient retarder la reprise européenne. A contrario, le rétablissement de la confiance, et la détente des conditions financières qui en résulte, pourraient agir, plus rapidement qu'envisagé ici, sur l'activité dans la zone euro, et alimenter notamment une dynamique plus favorable de l'investissement. Enfin, les prix du pétrole sont à nouveau soumis à un risque géopolitique élevé : si un nouveau choc pétrolier, engendré par une recrudescence des tensions géopolitiques, survenait, la croissance mondiale en serait amoindrie ; et inversement si les tensions actuelles venaient à s'apaiser.*

Source : Note de conjoncture Insee - mars 2012

### **Moins de créations et davantage de défaillances d'entreprises**

Les créations d'entreprises ralentissent en 2011, comme au niveau national, en liaison principalement avec la baisse des créations d'auto-entreprises. Le nombre d'auto-entreprises baisse de 12 %. Quatre secteurs sont principalement choisis par les auto-entrepreneurs : le commerce et les activités de soutien et de conseil aux entreprises (respectivement 20 % des auto-entreprises créées), la construction (18 %) et les services aux ménages (13 %).

Hors auto-entreprises, la baisse des créations se limite à 5 %. Presque toutes les activités sont concernées, excepté les activités immobilières, les activités financières et d'assurance et le sous-secteur sanitaire et social (soit ensemble 10 % des créations d'entreprises en Aquitaine).

Les défaillances d'entreprises augmentent de 10 % sur les neuf premiers mois de 2011 par rapport à la même période de 2010.

### **Sécheresse au printemps 2011**

La forte sécheresse du printemps 2011 a eu des conséquences surtout sur la production des prairies et dans une moindre mesure sur les céréales à paille. Les conditions météorologiques ont permis des rendements exceptionnels en maïs. L'été a été difficile pour la filière fruits et légumes. Les coûts de production augmentent sensiblement.

Les vins de Bordeaux s'exportent davantage, en volume et en valeur, et ils se vendent de plus en plus loin. La Chine devient la première destination devant le Royaume-Uni et Hong Kong. La Chine et Hong Kong reçoivent ensemble le tiers des exportations aquitaines de vins. Ils figurent respectivement au 8<sup>e</sup> et au 10<sup>e</sup> rang dans les pays clients de l'Aquitaine.

### **Repli des produits pharmaceutiques à l'export**

Le commerce extérieur de l'Aquitaine se dégrade, les importations progressent de 17 % et les exportations de seulement 3 % par rapport à 2010. Le solde commercial traditionnellement excédentaire est quasiment réduit à l'équilibre.

Dans le palmarès des produits exportés, les produits de la construction aéronautique et spatiale conservent de justesse la première place devant les boissons, vins essentiellement. Suivent les produits de l'agriculture et de l'élevage. Les produits pharmaceutiques, habituellement élément phare des exportations, s'éloignent à la huitième place.

L'Espagne conforte encore, malgré une économie difficile, son statut de premier pays partenaire de l'Aquitaine, à l'import comme à l'export, tandis que les échanges avec le Royaume-Uni prennent une singulière vigueur, faisant de ce pays le deuxième fournisseur et le quatrième client de l'Aquitaine.

### **Une valeur sûre : le tourisme estival**

Les touristes sont venus plus nombreux en Aquitaine dans les hôtels et les campings pendant la saison 2011. Leur fréquentation atteint un niveau record avec 19,6 millions de nuitées. Elle progresse de 3,8 % par rapport à la saison précédente, bien plus que la moyenne française (+ 2,7 %). La clientèle étrangère augmente dans l'hôtellerie, mais recule dans les campings.

Le trafic reprend en 2011 dans les TER aquitains avec une hausse de 8,4 %. Il progresse aussi dans les airs (8,2 %), excepté pour l'aéroport de Pau-Pyrénées. La croissance est très forte pour celui de Bordeaux-Mérignac (11 %), qui dépasse les 4 millions de passagers. □

**Élisabeth NADEAU**  
Insee Aquitaine

## Hausse des effectifs plus soutenue dans le second degré que dans le premier en 2011

À la rentrée 2011, 673 400 jeunes sont en formation dans les établissements de l'enseignement scolaire, d'apprentissage et de l'enseignement supérieur, hors enseignement agricole. Les effectifs augmentent par rapport à la rentrée précédente, notamment dans les collèges et les lycées en raison de facteurs démographiques favorables et de l'attractivité de la région. Le taux de réussite au diplôme national de brevet est en forte hausse.

À la rentrée 2011, les établissements publics et privés de l'académie de Bordeaux scolarisent 549 100 élèves, 108 100 étudiants dans l'enseignement supérieur et 16 200 apprentis dans les centres de formation d'apprentis publics ou privés et les sections d'apprentissage des lycées professionnels (hors agriculture). Sur ces 673 400 jeunes, moins de la moitié sont des écoliers (44 %), 22 % des collégiens, 15 % des lycéens, 16 % des étudiants et 2 % des apprentis.

### ■ Davantage d'écoliers en préélémentaire

Dans l'académie de Bordeaux, avec 298 500 écoliers à la rentrée 2011, le nombre d'élèves scolarisés dans le premier degré est en légère augmentation (+ 0,2 %) par rapport à la rentrée précédente, alors qu'il reste stable sur l'ensemble des académies métropolitaines. Les effectifs progressent de 1,0 % dans l'enseignement préélémentaire tandis qu'ils diminuent en élémentaire (- 0,2 %). La génération 2008 qui accède à la maternelle est plus nombreuse que la génération 2005 entrant en primaire.

La baisse des effectifs des enfants âgés de 2 ans se poursuit. Leur taux de scolarisation diminue de 2,2 points en un an et se situe au-dessous de 10 % (9,6 %). Le nombre d'élèves en enseignement spécialisé dans les classes d'intégration scolaire (CLIS) s'accroît de 5,5 %. Les 2 609 écoles publiques scolarisent neuf écoliers sur dix.

### Près de 4 000 collégiens et lycéens supplémentaires

Année 2011/2012	Effectifs 2011-2012			Évol. sur un an	
	Public	Privé*	Total	Nombre	%
Préélémentaire.....	100 332	11 188	111 520	1 084	1,0
Élémentaire.....	163 602	21 248	184 850	- 456	- 0,2
Enseignement spécialisé - Adaptation.....	1 972	164	2 136	111	5,5
<b>Total 1<sup>er</sup> degré.....</b>	<b>265 906</b>	<b>32 600</b>	<b>298 506</b>	<b>739</b>	<b>0,2</b>
Collèges (y c SEGPA et EREA)...	123 301	27 674	150 975	2 854	1,9
Lycées généraux et technologiques.	52 920	12 419	65 339	1 007	1,6
Lycées professionnels.....	26 982	7 330	34 312	- 41	- 0,1
<b>Total second degré.....</b>	<b>203 203</b>	<b>47 423</b>	<b>250 626</b>	<b>3 820</b>	<b>1,5</b>

Effectif des élèves dans les premier et second degrés (hors post-baccalauréat)

Source : Rectorat de Bordeaux

\* Y compris hors contrat

### ■ Forte poussée des effectifs en collèges

Les 565 collèges ou lycées de l'académie scolarisent 250 630 élèves (hors formations post-baccalauréat) à la rentrée 2011, soit 1,5 % de plus sur un an. La poussée du nombre de collégiens amorcée en 2007 se renforce grâce à l'entrée en 6<sup>e</sup> des élèves nés en 2000, génération la plus nombreuse depuis la fin des années 1980. Ce facteur démographique est accentué par un afflux de 3 530 collégiens en provenance d'autres aca-

démies tandis que moins de la moitié de cet effectif a quitté l'académie. Plus de quatre élèves sur cinq sont scolarisés dans les 253 collèges publics.

### ■ Des lycéens plus nombreux

Les effectifs en second cycle général et technologique augmentent de 1,6 % tandis qu'ils diminuent légèrement en lycée professionnel (- 0,1 %). Cette évolution résulte en partie de l'arrivée en seconde de la génération 1996 plus nombreuse que celle de 1993 ainsi que de l'attractivité de l'académie. Comme en collège, les échanges interacadémiques se soldent par un afflux net de 1 100 élèves en lycée général et technologique et 600 en lycée professionnel. Les effectifs se sont davantage accrus dans les lycées généraux ou technologiques privés que publics (+ 2,5 % contre + 1,8 %), mais dans ces filières, les 70 lycées publics scolarisent huit lycéens sur dix. À l'inverse, les 61 lycées professionnels publics enregistrent une hausse des effectifs tandis que les 27 privés perdent des élèves (- 4,4 %), en raison de la fermeture des derniers BEP.

#### Poursuite de la réforme des lycées généraux et technologiques en classe de première

La réforme des lycées d'enseignement général et technologique entamée pour les secondes à la rentrée 2010 se poursuit pour les premières. Après une seconde de détermination comportant des enseignements d'exploration, la première ouvre la voie de la spécialisation. Toutefois, plus de la moitié des enseignements relèvent d'un tronc commun, afin de permettre des modifications de parcours et de bénéficier de passerelles entre les voies générales et technologiques ou entre les séries. La modernisation des séries technologiques s'inscrit dans le processus de mise en place d'une formation technologique plus polyvalente. À compter de la rentrée 2011, les séries des premières sciences et techniques industrielles (STI) et sciences et techniques de laboratoire (STL) sont remplacées par les nouvelles séries sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D), sciences et technologies de laboratoire (STL) et sciences et technologies du design et des arts appliqués (STD2A).

À la rentrée 2011, 21 050 élèves sont scolarisés en première, dont 15 280 en filière générale et 5 770 en technologique. L'effectif des premières technologiques décroît légèrement par rapport à 2010. Cette baisse est essentiellement imputable à celle des séries sciences et technologies de gestion (STG) qui comptent 180 élèves de moins et aux premières d'adaptation en bac technologique (- 114). Les nouvelles séries STI2D (public et privé sous contrat) et STD2A accueillent un effectif équivalent à celui des anciennes séries. Les effectifs augmentent d'un quart dans la série STL et de 11 % dans la série ST2S.

Dans la filière générale, plus de la moitié des élèves de première ont choisi la série S et près d'un tiers la série ES. La série L reçoit moins d'élèves, mais ses effectifs, par rapport à la rentrée

2010, sont en forte hausse (+ 7,4 %) alors que ceux des séries S et ES sont quasiment stables.

### ■ Davantage d'étudiants en écoles de commerce

À la rentrée 2010, 108 100 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur dans l'académie de Bordeaux, soit 1,4 % de plus qu'à la rentrée précédente, contre + 0,3 % en France métropolitaine. Les écoles de commerce renforcent leur attractivité avec 1 100 étudiants supplémentaires ainsi que les STS (+ 390) et les écoles d'ingénieurs (+ 210). A contrario, les effectifs des CPGE reculent après une longue période de hausse. Ils sont stables dans les IUT mais diminuent dans les universités. Cette baisse s'explique en partie par un traitement différent des étudiants se préparant à l'enseignement suite à la mastérisation. Les stagiaires en année post-master ne sont pas compris dans les effectifs universitaires 2010 car ils sont devenus des enseignants stagiaires n'ayant plus le statut d'étudiants. Hors IUFM, les effectifs en université augmentent de 3,6 %.

#### 108 100 étudiants dans l'enseignement supérieur

Année 2010/2011 (Public et Privé)	Établissements	Étudiants
Universités (hors IUT et écoles d'ingénieurs) <sup>(1)</sup> . . . . .	5	65 864
IUT . . . . .	6	5 350
STS <sup>(2)</sup> . . . . .	109	11 799
CPGE <sup>(2)</sup> . . . . .	12	2 944
Écoles d'ingénieurs <sup>(3)</sup> . . . . .	11	3 939
École de commerce, gestion, comptabilité . . . . .	20	8 215
Autres <sup>(4)</sup> . . . . .	59	9 965
<b>Enseignement supérieur de l'Éducation nationale .</b>	<b>222</b>	<b>108 076</b>

#### Nombre d'établissements et d'étudiants dans l'enseignement supérieur

Source : Rectorat de Bordeaux

(1) Y compris effectifs (595) des antennes des UFR sciences situées à Tarbes (65) Depuis 2008-2009, l'IUFM de Bordeaux et les antennes départementales sont intégrés dans l'université de Bordeaux 4

(2) Lycées déjà comptés dans les établissements du second degré

(3) Ensemble des formations et écoles d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat

(4) Dont écoles paramédicales et sociales, droit et administration, écoles artistiques et culturelles...

### ■ Forte hausse du taux de réussite au DNB

Le taux de succès au diplôme national du brevet (DNB) gagne 4,7 points et s'établit à 88,1 % tandis qu'il baisse au niveau national de 0,5 point (83,3 %). La nouveauté de la session 2011 est la prise en compte d'une note en Histoire des Arts, épreuve devenue obligatoire en cours de formation pour tous les candidats.

Plus de 28 300 candidats se sont présentés au baccalauréat toutes séries confondues en 2011 et 87,9 % d'entre eux ont été reçus. La filière générale affiche une meilleure réussite (89,0 %) que les filières professionnelle (87,1 %) et technologique (86,9 %).

La part des admis au brevet de technicien supérieur (BTS) s'accroît de 1,1 point sur un an et atteint 77,1 % contre 76,0 % sur l'ensemble des académies. Avec un taux de 54,0 %, les résultats aux CAP sont globalement stables sur un an. □

**Dominique MORIZUR**  
Rectorat de Bordeaux

#### L'enseignement agricole : augmentation des effectifs en 2011

Près de 10 800 élèves suivent une formation initiale scolaire dans un établissement d'enseignement agricole en Aquitaine à la rentrée 2011. Leur effectif progresse sur un an (+ 1,3 %) notamment dans les établissements publics comme privés de Dordogne et des Pyrénées-Atlantiques. Les effectifs des formations générales ou technologiques sont légèrement moindres sur un an. L'enseignement professionnel accueille 65 % des élèves. Depuis la rentrée 2004, sa part dans l'ensemble de l'enseignement agricole s'est accrue. L'enseignement agricole renforce ainsi son caractère professionnel.

Les formations aux métiers de la production en profitent le plus (+ 5,6 %), particulièrement les formations à l'élevage canin et à l'horticulture, ainsi que les formations aux métiers de l'aménagement (+ 4,9 %).

La moitié des élèves sont inscrits dans des formations de cycle court, principalement en seconde pro (mise en place en 2009 suite à la réforme du bac pro). Le nombre d'élèves se formant aux baccalauréats général, technologique ou professionnel, augmente (+ 2,5 %), tandis que les formations post-bac maintiennent leurs effectifs.

Plus de 2 200 apprentis se forment par ailleurs dans les CFA agricoles de l'Aquitaine. Depuis la rentrée 2004, le nombre d'apprentis a augmenté de plus de 5 %. La part des effectifs en formation de niveau bac ou supérieur croît tous les ans, confirmant la tendance à l'élévation des niveaux de formation. Les apprentis se forment principalement aux métiers de la production (métiers de l'agriculture) et de l'aménagement.

À la session de juin 2011, 4 240 candidats se sont présentés aux examens de l'enseignement agricole en Aquitaine et 84,7 % d'entre eux ont été reçus. Ce taux augmente nettement (+ 2,9 points) par rapport à celui de la session de juin 2010. Plus de quatre admis sur cinq avaient suivi leur formation par la voie scolaire, 10 % par l'apprentissage et 4 % par la formation professionnelle ou des formations à distance.

Les baccalauréats tirent particulièrement leur épingle du jeu : à la fois un très bon taux de réussite tous baccalauréats confondus (89,6 %), et une amélioration des résultats sur un an de plus de 3 points. Le taux de réussite aux diplômes de cycle court (CAPA, BEPA, ...) augmente également. Les admis en BTSA sont moins nombreux, et retrouvent leur taux de juin 2009.

Les grands secteurs de formation professionnelle ont globalement le même taux de réussite (production, services, transformation : 86,6 %), sauf l'aménagement (aménagement de l'espace, environnement) qui, malgré une augmentation depuis 2010, obtient un taux plus faible avec 77,8 % d'admis. Le secteur de la production enregistre la meilleure progression.

**Clélie GARNIER**  
Draaf Aquitaine

#### Définitions

**BTS** : Brevet de technicien supérieur

**EREA** : Établissement d'enseignement adapté

**IUFM** : Institut universitaire de formation des maîtres

**IUT** : Institut universitaire de technologie

**Privé sous contrat** : Établissements sous contrat d'association avec l'État (dépendances de personnel - agents publics contractuels - et de fonctionnement) ou sous contrat simple (rémunération des enseignants salariés de droit privé)

**SEGPA** : Section d'enseignement général et professionnel adapté

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site du rectorat de l'académie de Bordeaux :

[www.ac-bordeaux.fr](http://www.ac-bordeaux.fr) --> Évaluation, rapports et statistiques

## La pauvreté monétaire s'accroît en Aquitaine, mais moins que dans le reste de l'Hexagone en 2009

En 2009, la moitié des ménages aquitains dispose pour vivre de 1 570 euros par mois et par unité de consommation, soit 10 euros de plus qu'en 2008. Ce niveau de vie médian est supérieur à celui de la France de province. La crise a légèrement creusé les inégalités : le niveau de vie des plus modestes diminue tandis que celui des plus aisés continue d'augmenter.

Avec un niveau de vie inférieur à 954 euros mensuels, un Aquitain sur huit vit sous le seuil de pauvreté. En Lot-et-Garonne et Dordogne, c'est une personne sur six. Les familles monoparentales et les personnes seules restent les plus exposées à la pauvreté, mais celle-ci se répand davantage chez les premières alors qu'elle touche moins les secondes. La pauvreté gagne aussi du terrain chez les jeunes.

En 2009, la moitié des ménages aquitains dispose pour vivre de plus de 18 850 € annuels par unité de consommation (UC), soit 1 570 € par mois. Ce niveau de vie médian est supérieur (16 € mensuels de plus) à celui de la France de province et inférieur (19 €/mois de moins) à celui de la métropole. Par rapport à 2008, il n'augmente que de 10 euros par mois, soit + 0,7 %. Mais cette hausse est une des trois plus fortes observées en métropole, tandis qu'à l'opposé des régions du quart nord-est affichent une baisse. Ainsi, alors que l'Aquitaine se situait au 9<sup>e</sup> rang pour son niveau de vie médian, elle monte au 7<sup>e</sup> rang en 2009, derrière les régions Île-de-France, Alsace, Rhône-Alpes, Centre, Provence - Alpes - Côte d'Azur et Midi-Pyrénées, en partie en raison probablement d'un moindre impact de la crise cette année-là.

### Un niveau de vie plus élevé en Aquitaine qu'en Province

	Aquitaine	Province	France métro.
<b>Niveau de vie des ménages par unité de consommation (UC)</b>			
Niveau de vie médian en € <sup>(1)</sup> . . . . .	18 845	18 650	19 074
1 <sup>er</sup> décile en € <sup>(2)</sup> . . . . .	10 599	10 380	10 410
9 <sup>e</sup> décile en € <sup>(3)</sup> . . . . .	34 142	33 868	35 839
Rapport interdéciles <sup>(4)</sup> . . . . .	3,2	3,3	3,4
<b>Pauvreté des ménages (%)</b>			
Taux de pauvreté <sup>(5)</sup> . . . . .	12,9	13,8	13,5
Intensité de la pauvreté <sup>(6)</sup> . . . . .	18,6	18,8	19,1
<b>Part des prestations sociales dans le revenu disponible moyen (%)</b>			
Ensemble des ménages . . . . .	3,8	4,3	4,1
Ménages pauvres . . . . .	29,6	32	32,8

Source : Insee, Revenus disponibles localisés 2009

(1) La moitié des personnes appartient à un ménage dont le niveau de vie par UC est inférieur à cette valeur et le niveau de vie par UC de l'autre moitié est supérieur.

(2) 10 % des personnes appartiennent à un ménage dont le niveau de vie par UC est inférieur à ce seuil.

(3) 10 % des personnes appartiennent à un ménage dont le niveau de vie par UC est supérieur à ce seuil.

(4) Rapport entre le 9<sup>e</sup> et le 1<sup>er</sup> décile.

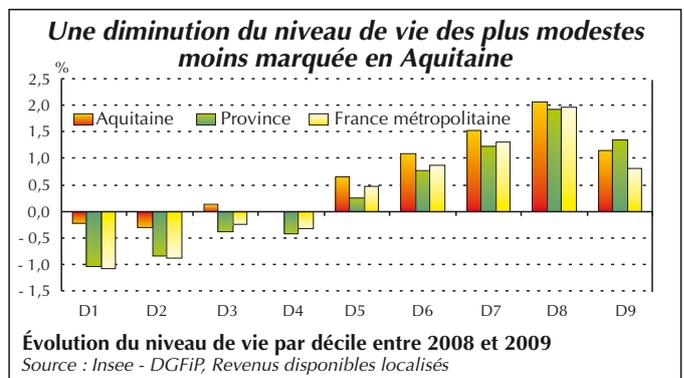
(5) Part de la population appartenant à un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté.

(6) Mesure la distance entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté.

La population pauvre en Aquitaine a un niveau de vie médian égal à 81,4 % du seuil de pauvreté.

Pour 10 % des Aquitains les plus modestes, le niveau de vie n'atteint pas 10 600 € par an (880 € mensuels) tandis qu'il dépasse 34 140 € par an (2 840 € mensuels) pour les 10 % les plus aisés, soit un rapport de 3,2. La crise a creusé les inégalités, mais nettement moins qu'ailleurs. Entre 2008 et 2009, le niveau

de vie des plus modestes diminue légèrement, - 0,2 % et c'est la baisse régionale la plus faible, tandis que celui des plus aisés continue de s'accroître (+ 1,2 %). La part des prestations sociales dans le revenu disponible des plus modestes progresse et passe de 32,1 % à 33 %.



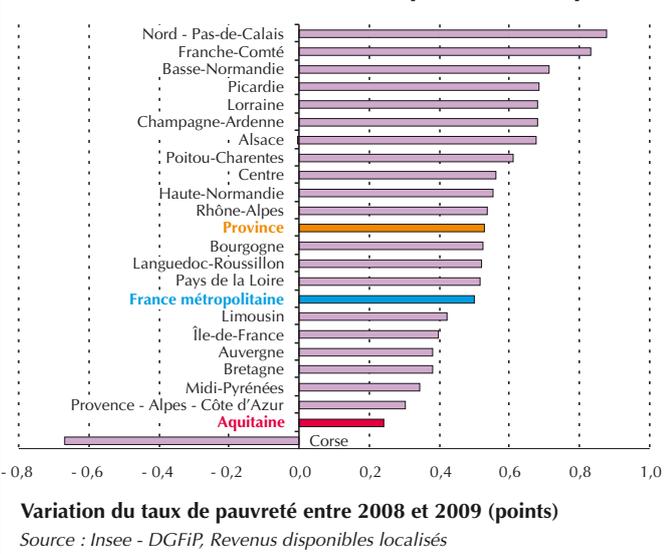
### Lot-et-Garonne et Dordogne, encore plus touchés par la pauvreté

En 2009, un Aquitain sur huit vit sous le seuil de pauvreté, soit avec moins de 954 € mensuels. Le taux de pauvreté s'accroît de 0,2 point par rapport à l'année précédente et s'établit à 12,9 %. Hormis la Corse où il diminue, cette progression est la moins élevée des taux régionaux. À l'opposé, dans le Nord - Pas-de-Calais, la pauvreté gagne beaucoup plus de terrain, son taux augmente de près d'un point.

En Aquitaine, la pauvreté affecte plus le Lot-et-Garonne et la Dordogne où les taux atteignent respectivement 17,1 % et 16,3 %. Ce sont aussi les deux départements dans lesquels elle s'est davantage accentuée (+ 0,8 et + 0,6 point). Sur le territoire métropolitain, ils se classent aux 14<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> rangs des départements les plus pauvres, contre les 16<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> rangs en 2008. Dans les trois autres départements aquitains, bordant l'océan Atlantique, ce taux s'établit entre 11,5 % et 12 %. Les Landes affichent le taux de pauvreté le plus bas de la région, le seuil plafond du niveau de vie des 10 % des plus modestes y est le plus élevé (920 €/mois). Dans ce département, les inégalités de niveaux de vie sont aussi les moins marquées, le rapport entre ceux des plus modestes et des plus aisés est de 2,95.

Moins les territoires sont sous influence des grands pôles urbains et plus la pauvreté y est présente. Ainsi, alors qu'elle touche 11 % de la population vivant dans l'espace périurbain

### Une moindre croissance du taux de pauvreté en Aquitaine



des grandes aires urbaines, ce taux passe à 15 % pour les moyennes et petites aires et à 18 % pour l'ensemble des communes hors influence des pôles.

### ■ Être monoparent ou seul expose davantage à la pauvreté

Les familles monoparentales, composées le plus souvent d'une mère et de son ou ses enfants, sont les plus exposées à la pauvreté. Malgré les prestations sociales perçues, la moitié d'entre elles disposent du plus bas niveau de vie par rapport aux autres types de ménage, soit moins de 1 200 € par mois. La pauvreté affecte trois familles monoparentales sur dix. Elle touche aussi particulièrement les personnes seules, une sur cinq, et un peu plus les femmes que les hommes. Mais par rapport à 2008, la pauvreté touche une part moins importante de personnes seules tandis qu'elle affecte davantage de familles monoparentales.

### ■ Pas de recul de la pauvreté chez les plus jeunes

Un enfant est pauvre si sa famille vit sous le seuil de pauvreté. En Aquitaine, c'est le cas de 16,8 % des enfants mineurs, contre 15,9 % en 2008. La pauvreté n'épargne pas non plus les jeunes adultes de 20 à 24 ans, elle concerne 17,8 % d'entre eux, contre 17,5 % l'année précédente. L'absence d'emploi, le chômage ou les emplois précaires les fragilisent. Après 30 ans, la pauvreté est nettement moins fréquente avec un taux se situant autour de 11 %. Cependant, elle touche plus les personnes du quatrième âge : plus de 13 % des personnes qui vivent dans un ménage dont le chef a au moins 75 ans sont concernées. À ces grands âges, les ménages sont souvent composées de femmes, les hommes ayant une espérance de vie moins longue. La plupart d'entre elles n'ont pas occupé d'emploi salarié et les pen-

#### Source

Les éléments présentés proviennent du traitement des déclarations de revenus et des données de la taxe d'habitation. Les prestations sociales, versées principalement par les caisses d'allocations familiales, la mutualité sociale agricole et la caisse nationale d'assurance vieillesse, sont estimées par applications de barèmes. Cette opération vient compléter, d'une part, l'enquête Revenus fiscaux qui permet d'obtenir, tous les ans, les revenus déclarés et les taux de pauvreté au niveau national, et d'autre part, les résultats de l'exploitation "Revenus fiscaux localisés" qui permet de produire des indicateurs sur les revenus déclarés à un niveau géographique fin.

Les statistiques produites à partir des sources fiscales ne portent que sur les ménages dits "ordinaires". Les personnes résidant en foyer, en maisons de retraite, en hôpitaux ainsi que les sans-abri sont exclues. Les situations les plus accentuées de pauvreté ne sont ainsi pas prises en compte. Par ailleurs, une partie des revenus du patrimoine n'est pas incluse dans les statistiques, n'étant pas déclarée à l'administration fiscale.

#### Définitions

**Revenu disponible** : le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité, les pensions de retraite et les indemnités de chômage, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales. Quatre impôts directs sont pris en compte : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS).

**Niveau de vie** : revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Le nombre d'unités de consommation est calculé selon le principe suivant : le 1<sup>er</sup> adulte compte pour 1, les autres personnes de 14 ans ou plus pour 0,5 et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3.

**Le niveau de vie médian** est celui au-dessus duquel se situe une moitié de la population, l'autre se situant en dessous.

**Seuil de pauvreté** : calculé par rapport à la médiane de la distribution nationale des niveaux de vie. Les seuils traditionnellement retenus par l'Insee et l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale sont fixés à 60 % ou à 50 % du niveau de vie médian ; le seuil à 60 % étant privilégié en France et en Europe.

Un individu ou un ménage est considéré comme pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté.

**Taux de pauvreté** : correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à ce seuil, soit 954 euros par mois en France en 2009.

**Intensité de la pauvreté** : correspond à l'écart entre le niveau de vie médian des personnes pauvres et le seuil de pauvreté rapporté au seuil de pauvreté. Elle permet de mesurer si les niveaux de vie des plus pauvres sont éloignés du seuil de pauvreté.

**Catégorie d'espace** : les définitions figurent en annexe.

sions, pensions de réversion ou minimum vieillesse qu'elles perçoivent, constituent de faibles ressources. En revanche, le taux de pauvreté des 75 ans ou plus se réduit d'un demi-point, contrairement aux autres groupes d'âges. □

**Mireille DALLA-LONGA**  
Insee Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site Insee :

[www.insee.fr](http://www.insee.fr) --> thème Revenus-Salaires

## Parc locatif social : les bailleurs sociaux confortent leur dynamisme

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le patrimoine locatif social de l'Aquitaine s'élève à 144 500 logements, soit une progression de 2,1 % sur un an comme l'année précédente. La région confirme son dynamisme et figure parmi les quatre régions métropolitaines où cet accroissement est supérieur à 2 %. Le parc se compose aux trois quarts d'immeubles collectifs. En janvier 2011, le loyer moyen mensuel pratiqué par mètre carré de surface corrigée est de 2,96 €. Les trois quarts du parc se concentrent dans les unités urbaines de plus de 50 000 habitants.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le parc locatif social s'accroît de 2,1 % pour la deuxième année consécutive et compte 144 500 logements, soit 3,2 % du parc France entière. L'Aquitaine se classe au quatrième rang des régions dont la progression du parc est supérieure à 2 %, derrière Midi-Pyrénées, Bretagne et Languedoc-Roussillon.

### De EPLS à RPLS

Le répertoire du parc locatif des bailleurs sociaux (RPLS) a été mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il succède à l'enquête sur le parc locatif social (EPLS) qui a été réalisée pour la dernière fois en 2010. Cette évolution s'accompagne notamment d'un changement du champ des organismes et des logements.

Du fait des changements de définition et de mode de collecte, les résultats RPLS 2011 et EPLS au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et les années antérieures ne sont pas directement comparables.

Le parc aquitain compte 10,3 logements sociaux pour 100 résidences principales ; sa densité est de 45,5 logements pour 1 000 habitants (72 logements pour 1 000 habitants en France métropolitaine).

La Gironde et les Pyrénées-Atlantiques abritent plus des trois quarts du parc aquitain et les densités de logements pour 1 000 habitants y sont les plus fortes. Dans les autres départements les densités sont proches de 30 %.

### Plus de dynamisme à l'ouest qu'à l'est de la région

	Parc locatif social au 01/01/2011	Part (%)	Parc/Résidences principales TH09 (%)	Densité pour 1 000 habitants	Évolution 2010-2011 (%)
Dordogne . . . . .	13 005	9,0	7,1	31,8	- 0,4
Gironde . . . . .	81 333	56,3	12,8	57,2	2,6
Landes . . . . .	11 227	7,8	6,9	30,1	1,8
Lot-et-Garonne . . . . .	9 577	6,6	6,7	29,3	0,3
Pyr-Atlantiques . . . . .	29 342	20,3	10,3	45,3	2,5
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>144 484</b>	<b>100,0</b>	<b>10,3</b>	<b>45,5</b>	<b>2,1</b>

Sources : SOeS, RPLS au 01/01/2011 - Insee, Population municipale 2008 - DGI, TH09

### ■ L'offre locative toujours sous le signe de l'effort

En 2011, 141 000 logements, soit 98 % du parc, sont offerts à la location. Les 3 510 logements restants sont soit loués à des associations, soit laissés vides en attente de réhabilitation, de démolition ou de vente.

Près de 4 600 nouveaux logements, dont trois sur quatre sont collectifs, ont été mis en service en 2011. La grande majorité sont des logements neufs construits par les organismes gestionnaires : 86 % d'entre eux, contre 78 % en France métropolitaine. Les 14 % restants ont été acquis par ces organismes hors parc social. L'effort de mise en location, c'est-à-dire la part des mises en service dans le parc, est de 3,2 % dont la moitié supportée par les SA HLM. Les offices publics HLM assurent 35 % des mises en service.

Dans le parc locatif social mis en service, l'habitat collectif reste dominant avec une part de 77 %. Les logements sociaux sont plutôt de taille moyenne : sur dix logements, sept sont composés de 3 ou 4 pièces, deux de 1 ou 2 pièces et à peine un dispose de 5 pièces ou plus.

### ■ Des loyers proches de la moyenne des régions

En janvier 2011, le loyer moyen mensuel régional tous modes de financement confondus est de 2,96 €/m<sup>2</sup> de surface corrigée (2,94 €/m<sup>2</sup> en France de province). La région compte 28 % de logements avec un loyer supérieur à 3,30 €/m<sup>2</sup> et seulement 7 % d'entre eux ont un loyer inférieur à 2,30 €/m<sup>2</sup>.

### Le plus fort taux de vacance en Dordogne

	Loyer* au 01/01/2011 (en euros)	Taux de vacance totale (%)	Taux de mobilité (%)
Dordogne . . . . .	2,81	4,9	13,1
Gironde . . . . .	3,08	1,6	9,7
Landes . . . . .	2,89	2,5	13,2
Lot-et-Garonne . . . . .	2,85	3,6	11,9
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	2,90	2,3	9,0
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>2,96</b>	<b>2,2</b>	<b>10,3</b>

Source : SOeS, RPLS au 01/01/2011

\* Loyer mensuel moyen par m<sup>2</sup> de surface corrigée

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, 3 180 logements sont déclarés vacants, soit 2,2 % du parc proposé à la location. En France métropolitaine 3,2 % du parc locatif est vacant.

Au cours de l'année 2010, 14 840 emménagements ont eu lieu dans le parc en service, soit un taux de mobilité de 10,3 %. Les Landes présentent le plus fort taux avec 13,2 % d'emménagements, soit 1 500 logements concernés. En Gironde, ce taux est moindre, 9,7 %, mais cinq fois plus de logements y ont fait l'objet d'un emménagement en 2010.

### ■ Trois quarts du parc dans les unités urbaines de plus de 50 000 habitants

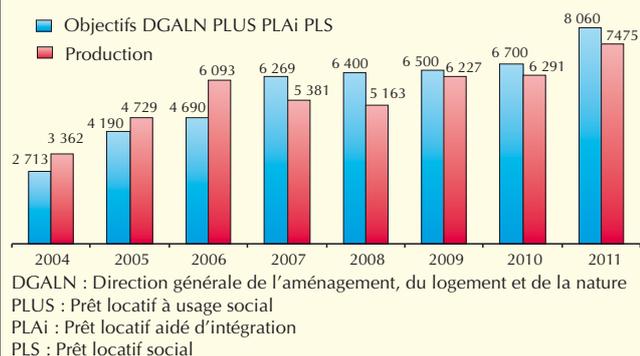
Les grandes unités urbaines de plus de 50 000 habitants qui rassemblent 48 % de la population régionale concentrent 75 % du parc des logements sociaux pour une densité moyenne de 71 logements pour 1 000 habitants. Cette densité atteint 80 % dans l'unité urbaine de Bordeaux et 79 % dans celle de Périgueux. Elle est de 61 % dans l'unité urbaine de Pau et de 59 % dans celle de Bayonne. L'unité urbaine de La Teste-de-Buch - Arcachon ferme la marche avec une densité de 45 %. □

**Philippe NEUILLY**  
Dreal Aquitaine

## Le logement social : un élément du développement économique régional

Le financement du parc public marque un nouvel essor en Aquitaine. Le nombre de logements financés, tous produits confondus, connaît une croissance annuelle moyenne de 12 % entre 2004 et 2011. Par rapport au bilan des financements réalisés en France métropolitaine, hors Île-de-France, l'Aquitaine se hisse au deuxième rang des régions derrière Rhône-Alpes, devançant Provence - Alpes - Côte d'Azur et Nord - Pas-de-Calais, et représente 6,4 % de la production nationale métropolitaine.

### De plus en plus de logements sociaux financés



#### Objectifs et production de logements sociaux

Source : Dreal Aquitaine - SALD-DHL

La politique de l'État, impulsée par le Plan de cohésion sociale entre 2005 et 2009, s'est appuyée sur des objectifs et une loi de programmation sur 5 ans procurant un cadre juridique et financier relativement stable pour les opérateurs jusqu'en 2009. Relayé par les délégataires de compétences<sup>(1)</sup>, ce nouvel élan a permis d'accélérer les financements des opérations. Le processus a connu un léger ralentissement entre 2007 et 2008, le temps pour les collectivités et les organismes sociaux de mettre en place des politiques ou stratégies foncières et d'aménagement. La nouvelle dynamique constatée depuis 2009, soutenue par le Plan de relance de l'économie du bâtiment en 2009 et 2010, s'est confirmée en 2011.

#### Une production plus sociale, mieux adaptée aux besoins des ménages

Le nombre de logements très sociaux (PLAi) financés est en progression constante depuis 2004. Les obligations pesant sur l'État pour rendre effectif le droit au logement depuis 2007<sup>(2)</sup> ont conduit celui-ci à fixer des objectifs ambitieux de production avec 30 % de PLAi, pour permettre la mise

en œuvre de la politique "le logement d'abord". Parallèlement, le nombre de structures destinées à accueillir des publics fragiles, nécessitant d'être accompagnés dans leur parcours vers un logement autonome, a augmenté depuis 2009 (300 logements financés en moyenne dans des projets de résidences sociales, foyers de jeunes travailleurs, pensions de famille). En 2009, le Plan de relance soutient l'activité du bâtiment. Affectée prioritairement sur des PLUS et des PLAi, la VEFA (vente en l'état futur d'achèvement), a été développée pour du logement familial. En permettant l'achat de logements au sein des opérations privées par des bailleurs publics, elle constitue le moyen d'assurer de la mixité sociale et de remédier à la raréfaction du foncier disponible.

#### Montée en puissance des politiques locales de l'habitat dans les agglomérations

À partir de 2008, plus de 80 % de la production se recentre sur les zones les plus tendues (zones B1 et B2)<sup>(3)</sup>.

Certaines collectivités en zone tendue, et en particulier dans les agglomérations accusant un déficit de logements sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU<sup>(4)</sup>, se sont engagées dans des politiques d'aménagement permettant le développement d'opérations mixtes public-privé afin de stimuler l'émergence de logements sociaux :

- mise en œuvre d'opérations d'urbanisme opérationnel : ZAC, ...
- articulation des documents d'urbanisme avec les programmes locaux de l'habitat (PLH) : aménagement des droits à construire, servitude de mixité sociale, ...

Cette dernière disposition impose à toute opération immobilière un pourcentage de logements sociaux. Le développement de l'offre nouvelle de logements sociaux s'opère ainsi de plus en plus à travers la VEFA ou par l'achat de droits à construire, ce qui permet de remédier à l'insuffisance de réserves foncières et de renforcer la mixité sociale. Certains territoires réalisent entre 30 % à 40 % de leur production sociale en partenariat avec le privé.

Le logement social, loin d'être en concurrence, s'affirme comme un élément du développement économique de la région, non négligeable pour l'activité de la filière du BTP.

**Roselyne DELPHIN**  
Dreal Aquitaine

(1) Cinq collectivités disposent à ce jour d'une délégation par l'État des aides à la pierre : Conseils généraux de Dordogne et des Pyrénées-Atlantiques, Communauté urbaine de Bordeaux, Communautés d'agglomération de Pau Pyrénées, et de Côte Basque - Adour

(2) Loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable

(3) Zonage Scellier pour les aides à l'investissement locatif

(4) Loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains

### Définitions

**Taux de mobilité** : rapport entre le nombre d'emménagements, autres que ceux liés à une première mise en location, et le nombre de logements proposés à la location en service depuis au moins un an.

**Taux de vacance** : rapport entre le nombre de logements sociaux vacants au 1<sup>er</sup> janvier de l'année et le nombre de logements sociaux recensés à la même date.

### POUR EN SAVOIR PLUS...

#### • Site Observation et Statistiques (MEDDTL) :

[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)

--> Rubrique Logement-Construction/logement social/parc des logements locatifs des bailleurs sociaux

## Plan Bâtiment du Grenelle Environnement en Aquitaine : réhabilitation énergétique en marche

**Les principales mesures de réhabilitation énergétique portent leurs fruits en Aquitaine. En 2010, 5 930 éco-prêts à taux zéro sont accordés, plaçant ainsi la région au 4<sup>e</sup> rang. Dans le cadre du programme "Habiter Mieux", les aides engagées en 2011 s'élèvent à 464 000 € et 340 logements sont subventionnés. L'amélioration de la performance thermique s'est opérée sur 4 000 logements sociaux et a permis à 99 % de ces logements en classes D et E de passer en classes C et B.**

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a fixé un plan d'action destiné à réduire la consommation d'énergie des bâtiments. La construction neuve des bâtiments, logements et tertiaire, est soumise à une nouvelle réglementation thermique, mais les enjeux du Grenelle portent essentiellement sur le parc existant de logements, qui recèle les principaux foyers d'économie d'énergie, par son nombre et son ancienneté.

Les principales mesures permettant de financer la rénovation thermique des logements concernent :

- pour le parc privé, l'éco-prêt à taux zéro, complété par les aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour les propriétaires occupants les plus modestes ;
- pour le parc public, l'éco-prêt logement social.

Mises en place entre 2009 et 2011, ces mesures en Aquitaine donnent lieu à un premier bilan.

### ■ Succès de l'éco-prêt à taux zéro en Aquitaine

Depuis sa mise en œuvre au 1<sup>er</sup> avril 2009, l'intérêt pour l'éco-prêt à taux zéro, mesure phare du Grenelle de l'environnement, s'est confirmé. Celui-ci connaît un succès immédiat dans l'ouest de la France. En 2010, 5 930 éco-prêts à taux zéro sont accordés en Aquitaine (source Société de gestion du fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété), soit environ 1 prêt pour 182 résidences principales construites avant 1990, confirmant la 4<sup>e</sup> place de la région derrière Rhône-Alpes, les Pays de la Loire et la Bretagne. La mise en place de ce nouveau dispositif a ainsi eu, très rapidement, l'effet incitatif escompté.

Au niveau national, 78 500 éco-prêts ont été délivrés en 2010.

Le montant moyen régional des travaux par logement est de 18 500 €, il finance surtout les travaux d'isolation thermique des parois vitrées et des portes, l'isolation des toitures, et le remplacement du chauffage ou d'une production d'eau chaude sanitaire.

S'inscrivant dans la tendance nationale, l'éco-prêt à taux zéro concerne en Aquitaine des maisons individuelles pour 93 %, et il est accordé à des propriétaires pour 90 %. Les éco-prêts bénéficient plus particulièrement aux logements construits entre 1948 et 1989.

### ■ Le programme "Habiter Mieux" pour lutter contre la précarité énergétique

Ce programme national, lancé pour la période 2010-2017, vise à aider 300 000 propriétaires occupants modestes à améliorer la performance énergétique de leur logement à la condition d'obtenir un gain énergétique d'au moins 25 %.

Il se décompose en 2 phases :

- 2011-2013 : objectif aquitain de 8 200 logements ;
- 2014-2017 : objectif aquitain de 10 000 logements.

Il donne lieu à des aides financières spécifiques versées en complément des aides aux travaux de l'Anah et mises en place dans le cadre du Grand Emprunt national portant à 1,35 milliard d'euros l'engagement financier de l'État (hors aides fiscales) :

- **pour les travaux** : une prime forfaitaire "Aide de Solidarité Ecologique" (ASE) de 1 100 € qui peut être majorée et plafonnée à 1 600 € dès lors qu'une collectivité territoriale accorde une aide équivalente dans les mêmes conditions ;
- **pour l'ingénierie** :
  - une prime forfaitaire de 300 € en secteur programmé ;
  - une prime forfaitaire de 430 € en secteur diffus (AMO-Assistance à maîtrise d'ouvrage).

La mise en place de ces financements est liée à la conclusion d'un contrat local d'engagement (CLE) entre l'État, l'Anah, le département et d'autres partenaires potentiels (collectivités locales, Caf, Carsat, MSA, fournisseurs d'énergie, Adil, Procvivis etc.) sous l'autorité du préfet de département. Cette contractualisation avec les acteurs locaux permet de mobiliser les différentes sources de financements et de mettre en place un accompagnement individualisé : repérage des situations à traiter, diagnostic énergétique et financier, montage du projet de rénovation thermique, mise en œuvre des travaux.

En Aquitaine, 4 départements sur 5 ont signé un CLE. En Gironde, en l'absence de CLE, des attestations d'éligibilité et/ou des protocoles territoriaux sur des programmes existants ont permis de mettre en place les aides liées au programme "Habiter Mieux".

En 2011, 340 logements ont été subventionnés dans le cadre du programme "Habiter Mieux" dont 29 logements indignes et 21 très dégradés.

Les aides engagées sur la région Aquitaine au titre de ce programme s'élèvent à 464 000 €.

### Un gain énergétique supérieur à 50 % pour un tiers des logements

Gain énergétique	Logements	dont logements indignes	dont logements très dégradés
de 25 % à 30 % . . . .	77	1	2
de 31 % à 40 % . . . .	96	1	3
de 41 % à 50 % . . . .	53	3	0
supérieur à 50 % . . . .	114	24	16
<b>Total . . . . .</b>	<b>340</b>	<b>29</b>	<b>21</b>

**"Habiter Mieux" : Gain énergétique des logements subventionnés en Aquitaine en 2011**

Source : Dreal Aquitaine, SADL-DHL

## ■ Amélioration de la performance thermique des logements sociaux

Pour le parc social existant, les objectifs du Grenelle de l'environnement, à l'horizon 2020, visent à ramener sous le niveau de 150 kWh/m<sup>2</sup>/an, la consommation énergétique des 800 000 logements les plus énergivores (classes E, F et G).

Rapportés à l'Aquitaine, les engagements quantitatifs nationaux du Grenelle correspondent à 24 000 logements sociaux (hors chauffage électrique) à améliorer d'ici 2020, ce qui fixe un objectif de 2 000 logements par an.

L'Union européenne, à travers le nouveau règlement du Fonds européen de développement régional (Feder) adopté mi-juillet 2009, contribue au financement des travaux de réhabilitation sur le parc HLM. En Aquitaine, l'intervention du Feder est prévue sur des niveaux gradués allant des travaux de base répondant aux critères nationaux (gain de 80 kWh/m<sup>2</sup>/an et atteinte du niveau C après travaux) jusqu'à des niveaux plus ambitieux ayant un caractère d'exemplarité ou d'expérimentation (consommation de moins de 45 kWh/m<sup>2</sup>/an pour chauffage, eau chaude sanitaire et ventilation, ou label BBC).

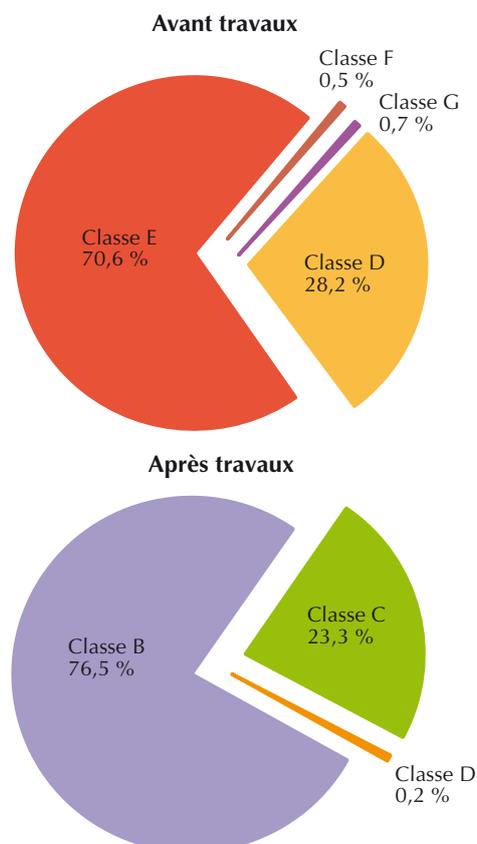
Sur la période 2009-2012, la réhabilitation de 4 010 logements sociaux a été engagée, financée à 62 % par l'éco-prêt distribué par la Caisse des dépôts et consignations auxquels s'ajoutent d'autres prêts de la Caisse pour 10 %. Le Feder intervient à hau-

À partir de fin 2012, toutes les constructions neuves devront présenter une consommation d'énergie primaire inférieure à 50 kWh/m<sup>2</sup>/an en moyenne. Cette obligation est avancée à fin 2010 pour les bâtiments publics et les bâtiments tertiaires, ainsi que pour les constructions réalisées dans le cadre du programme national de rénovation urbaine. À partir de 2020, toutes les constructions neuves devront avoir une consommation d'énergie primaire inférieure à la quantité d'énergie renouvelable produite dans ces constructions (bâtiments à énergie positive ou basse consommation dits BBC).

L'objectif du Grenelle Environnement est de réduire de 38 % les consommations d'énergie des bâtiments existants d'ici 2020. Le secteur du bâtiment est le plus gros consommateur d'énergie en France parmi l'ensemble des secteurs économiques.

Les mesures du Plan bâtiment du Grenelle poursuivent un triple objectif : réduire des émissions de CO<sub>2</sub>, alléger la facture énergétique des ménages et créer des emplois dans le secteur du bâtiment, secteur-clé pour la relance de l'économie et la croissance verte.

### Classe énergétique des 4 010 logements sociaux réhabilités en Aquitaine



Source : Dreal Aquitaine, SALD-DHL

teur de 10 %, les bailleurs sociaux de 8 %, le Conseil régional de 4 %. Enfin, l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) contribue pour 2 %, 840 logements sociaux sont situés dans les quartiers prioritaires. Les 4 % restant sont financés par diverses collectivités locales.

Les logements concernés sont situés pour 78 % en Gironde et 13 % en Lot et Garonne. Les travaux ont pour effet de faire passer 99 % des logements de la classe D et E en classe C et B. □

**Jean-Pierre BEYNEIX**  
**Roselyne DELPHIN**  
Dreal Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site Observation et Statistiques (MEDDTL) :  
[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)

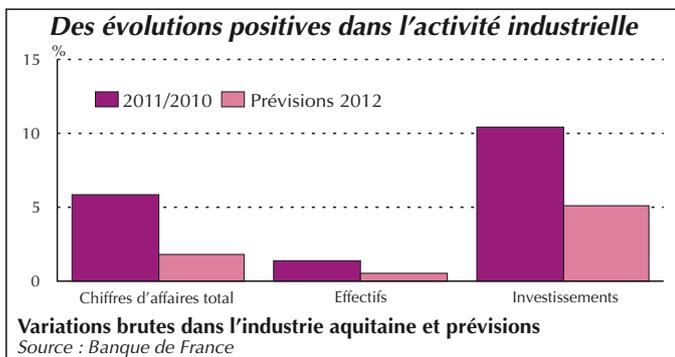
## Dynamique lors du premier semestre 2011, la croissance de l'économie régionale est devenue plus irrégulière en fin d'année

Le redressement de l'activité engagé en 2010 s'est poursuivi jusqu'à la fin du premier semestre 2011 avec des effets bénéfiques sur l'emploi, les investissements et sans nul doute la présentation globale des comptes des entreprises. Néanmoins, l'évolution des rentabilités a été contrastée et l'attentisme a prévalu en fin de période, avec un atterrissage en douceur de la conjoncture au dernier trimestre.

Globalement performante lors du premier semestre, l'économie régionale a marqué le pas en fin d'année. Les prévisions pour 2012 sont prudentes et mêmes réservées selon les secteurs.

### ■ L'industrie régionale dynamique lors du premier semestre, plus hésitante en fin de période

Après un quatrième trimestre 2010 particulièrement actif, l'activité industrielle accentuée sa reprise lors du premier semestre. Cette croissance significative de près de 6 % sur un an s'accompagne désormais d'une hausse des effectifs, mais également d'un fort accroissement des investissements, notamment dans la modernisation des moyens de production. De plus la rentabilité des entreprises demeure positive malgré le renchérissement des coûts d'approvisionnement. Les exportations progressent plus modestement de 4,7 % et restent concentrées sur un nombre limité d'acteurs et concernent principalement les entreprises de plus de 200 salariés.



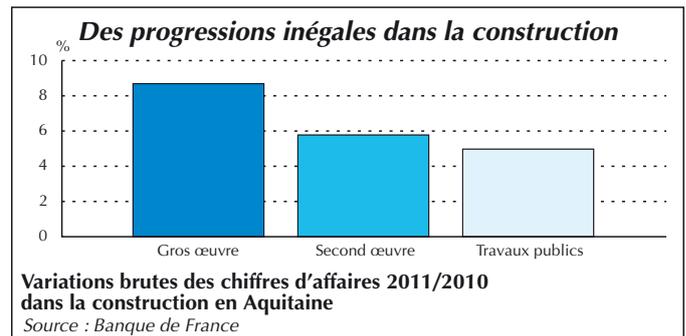
Ce redressement d'ensemble masque des performances contrastées selon les secteurs d'activité ; les matériels de transport sont en quasi-stabilité, les progrès sont modérés dans l'agroalimentaire mais tous les autres produits industriels connaissent des hausses soutenues, notamment la chimie, la métallurgie et la filière caoutchouc-plastiques. Dans ce contexte favorable, le renforcement des effectifs concerne principalement les unités de moins de 200 salariés.

Toutefois, l'attentisme prévaut en fin d'année 2011 et si le secteur aéronautique est optimiste, porté par la bonne tenue de ses carnets d'ordres, les prévisions des chefs d'entreprise sont globalement prudentes.

### ■ Le BTP s'affiche en progression

Le bâtiment-travaux publics affiche une progression nominale de 6,4 % de son chiffre d'affaires avec un premier semestre dynamique suivi d'un second plus attentiste. Malgré les hausses des coûts matières, les devis subissent des pressions fortes à la

baisse et les marges se dégradent sous l'effet de la vive concurrence. L'activité du gros œuvre, soutenue par le volume des autorisations et des mises en chantier dans l'habitat collectif, profite à l'emploi.



Le second œuvre et les travaux publics se maintiennent grâce à des carnets de commandes étoffés. Globalement, les entreprises de plus de 50 salariés sont les plus performantes et les plus porteuses en matière d'emploi, qui a progressé de 1,2 %. Conformément aux prévisions, les dépenses d'investissements sont en hausse de 8 %, d'importance plus marquée dans les travaux publics. L'accalmie apparue en fin d'année 2011 sur les coûts d'approvisionnement rassure les chefs d'entreprise sur leur rentabilité d'exploitation pour 2012 mais, dans un contexte incertain, les prévisions tablent sur une baisse d'activité, un recul des effectifs et un net repli des investissements.

### ■ Les services marchands confirment le rebond entamé en 2010

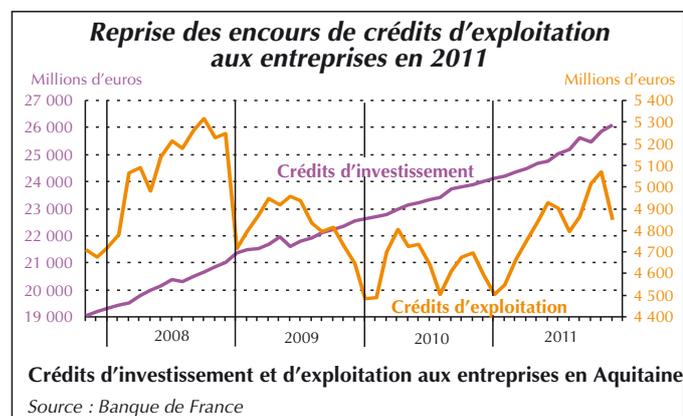
L'évolution de l'activité de 8 % dans les services marchands, observée surtout au premier semestre, est soutenue par le dynamisme des secteurs des transports, de l'hébergement et de la réparation automobile. Elle s'accompagne d'une progression des effectifs de 2,9 % mais également d'investissements en hausse de 15,5 %. Au sein du secteur d'aide aux entreprises, le travail temporaire s'accroît de 14,5 % bénéficiant de la croissance de l'industrie et de la demande du bâtiment. Dopée par ses exportations, la branche "information et communication" conforte son rôle de moteur au sein de l'ensemble des services en termes d'embauches. Comme dans l'industrie, les dirigeants enregistrent une évolution légèrement positive de leur rentabilité d'exploitation. Dans un environnement plus incertain, les prévisions font état d'une poursuite de la hausse d'activité, mais plus mesurée à 2,6 %.

Dans le prolongement de l'année 2010, le chiffre d'affaires des entreprises du commerce de gros connaît un net rebond de 15,4 %, avec comme secteurs performants le négoce de pro-

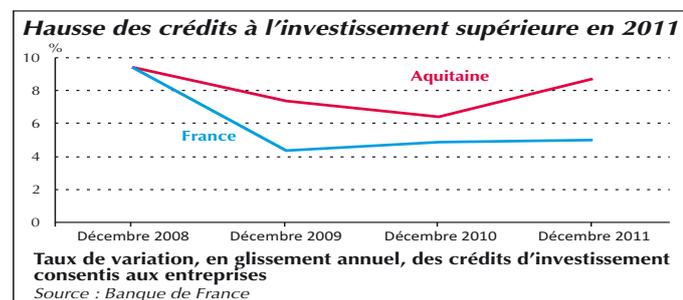
duits chimiques, industriels et intermédiaires. Ce dynamisme de l'activité s'accompagne d'une progression des effectifs de 5,5 % et d'une nette amélioration de la rentabilité. Le négoce de vin s'inscrit en hausse de 9 % tirée par une augmentation des exportations de 20 % vers l'Europe et l'Asie. Le compartiment bois et matériaux de construction s'apprécie quant à lui de 7,3 %, au gré des chantiers de BTP. Seuls les investissements ne profitent pas de ce regain d'activité. À l'image des autres secteurs, les prévisions 2012 sont plus réservées avec une quasi-stabilisation du chiffre d'affaires.

### ■ Légère accélération des crédits aux entreprises du secteur privé non financier

En 2011, les financements accordés par les établissements bancaires aux entreprises régionales sont restés bien orientés. Ils se sont accrus à un rythme plus soutenu (8,1 %) qu'au niveau national (4,4 %), confirmant l'accompagnement par les établissements de crédits du dynamisme aquitain.



Dans le détail, ce sont les crédits d'investissements consentis aux entreprises locales qui tirent la tendance de 2011 avec une hausse de 8,8 % en glissement annuel, supérieure à celle de l'année précédente (+ 6,4 %) et toujours plus élevée que la référence nationale sur la période 2009-2011.



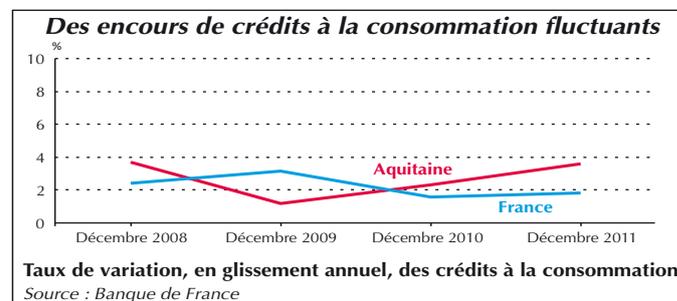
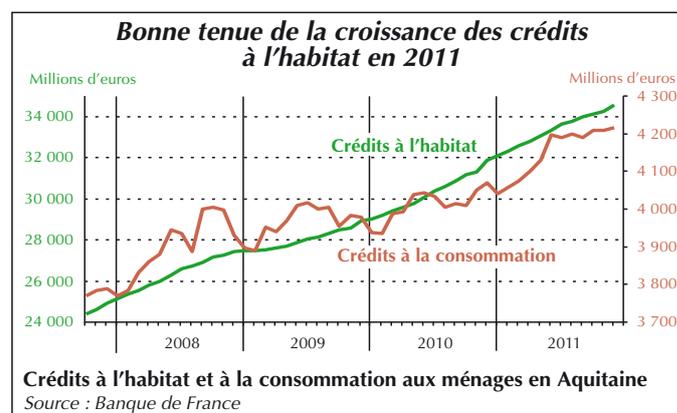
Autre composante, les encours de crédits d'exploitation aux entreprises amorcent une tendance haussière sur 2011 (+ 4,4 %) en rupture avec la tendance de 2009. Après la réduction des besoins en fonds de roulement d'exploitation, corollaire de la chute d'activité et des restructurations engagées dans la crise par les entreprises, les financements d'exploitation octroyés en 2010 sont stables en région alors qu'ils diminuent de 4,2 % au

plan national. Puis ils sont en légère progression en 2011 suivant une reprise d'activité encore hésitante.

### ■ Crédits à l'habitat et à la consommation aux ménages : croissance supérieure au niveau national

La croissance des crédits consentis aux ménages s'est relativement bien tenue en glissement annuel sur 2011 (7,8 % en Aquitaine contre 5,6 % en France).

L'attractivité de l'Aquitaine et l'évolution favorable de la démographie régionale constituent des éléments récurrents explicatifs de la progression continue des prêts immobiliers (+ 8,3 % en glissement annuel en 2011 après 10,0 % en 2010). Cette progression des crédits à l'habitat est plus forte qu'au plan national (+ 6,3 %).



Par ailleurs, si la croissance des prêts à la consommation consentis aux particuliers en France s'affiche à 1,8 % en décembre 2011, elle ressort à 3,6 % en Aquitaine. Après une progression sensible au cours du premier semestre, l'effet s'est cependant stabilisé dans la région au cours des six derniers mois de l'année. □

**Yannick PORTEJOIE**  
**Patrick PUYO**  
Banque de France

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

- Site de la Banque de France : [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)
- > Rubrique Économie et Statistiques
- > Conjoncture et Croissance
- > Publications régionales / Aquitaine
- > Enquêtes de conjoncture mensuelles

## Un second semestre 2011 placé sous le signe des pertes d'emploi

En 2011, au premier semestre, l'Aquitaine crée des emplois salariés dans le secteur marchand non agricole, dans le sillage de ceux de 2010. Puis au second semestre, elle en détruit un peu chaque trimestre. Le solde reste positif sur l'année, mais sera nettement moins conséquent qu'en 2010.

Les services fortement créateurs d'emploi tout 2010 et en début d'année 2011 manquent de dynamisme dès le début de l'été et perdent des emplois en fin d'année. L'industrie résiste, le commerce se maintient et dans le secteur de la construction, aucune amélioration ne se fait jour.

La dégradation de l'activité se fait sentir aussi sur l'emploi intérimaire : il chute en fin d'année.

Début 2011, l'Aquitaine accélère les créations d'emplois salariés amorcées en 2010, mais cet élan est stoppé net à l'été 2011.

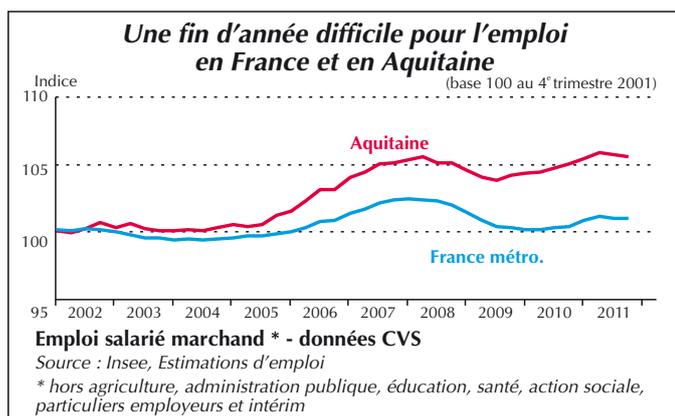
### ■ Un premier semestre favorable

De décembre 2010 à décembre 2011 selon les résultats provisoires, la hausse des effectifs salariés est de 0,5 % en Aquitaine (0,6 % en France métropolitaine). Le champ de ces estimations est celui de l'emploi salarié du secteur marchand, hors agriculture, administration publique, éducation, santé, action sociale, particuliers employeurs et intérim, soit 687 200 personnes au niveau régional.

Au final, les créations nettes d'emploi salarié marchand non agricole avoisineraient 3 100 sur l'année 2011. Cette hausse est très inégalement répartie sur l'année : durant le premier semestre la région crée des emplois (0,4 % chaque trimestre), et à compter de juillet 2011 elle en perd (- 0,1 % par trimestre).

### ■ Un repli de l'emploi salarié à compter de juillet

Le repli de l'emploi salarié observé au troisième trimestre se confirme au suivant. Le regain de dynamisme amorcé dans la région courant 2010 n'a pas duré, dans un contexte général de dégradation de l'activité.



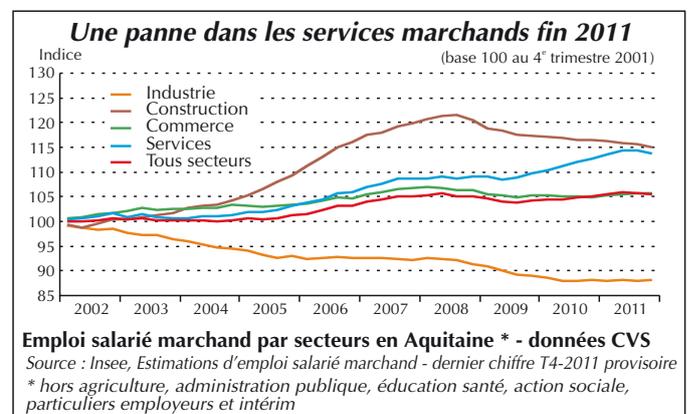
Au niveau national, après avoir assez bien résisté pendant la crise, l'emploi salarié marchand non agricole s'essouffle courant 2011. Sur l'année, la progression de l'emploi salarié marchand non agricole est du même niveau qu'en Aquitaine. La situation de l'emploi devrait encore se détériorer début 2012 et l'emploi salarié repartir à la baisse (cf. note de conjoncture Insee de mars 2012).

Les services fortement créateurs d'emploi en début d'année 2011 (0,8 % d'augmentation aux deux premiers trimestres) per-

dent leur dynamisme dès le début de l'été (diminution de 0,2 % au troisième et 0,5 % au dernier trimestre).

### ■ Les effectifs industriels résistent

L'industrie régionale ne perd pas d'emploi en 2011 et résiste au dernier trimestre.

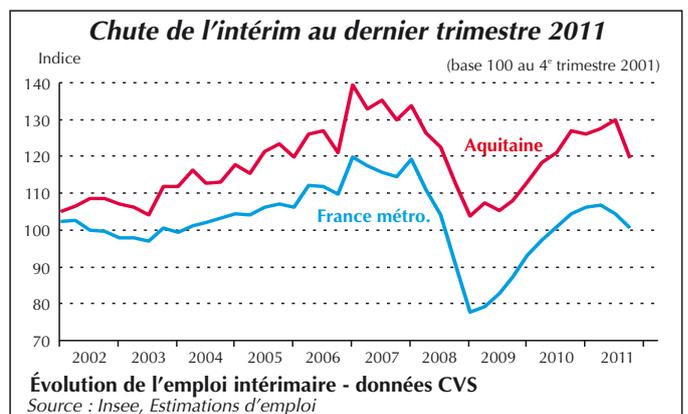


Par contre, la construction continue à perdre des emplois salariés, de plus en plus en fin d'année. Le commerce fléchit aussi au second semestre, mais crée un peu d'emploi.

### ■ Chute de l'emploi intérimaire

L'intérim dynamique tout au long de 2010 est plus hésitant en 2011. Au quatrième trimestre, il chute. L'emploi intérimaire régional baisse de 8 % par rapport au trimestre précédent. L'atonie dans les transports, le commerce et les services impacte fortement le nombre de salariés intérimaires.

En France l'intérim est freiné dès l'été 2011.



**2010 : 10 800 emplois créés grâce aux activités tertiaires**

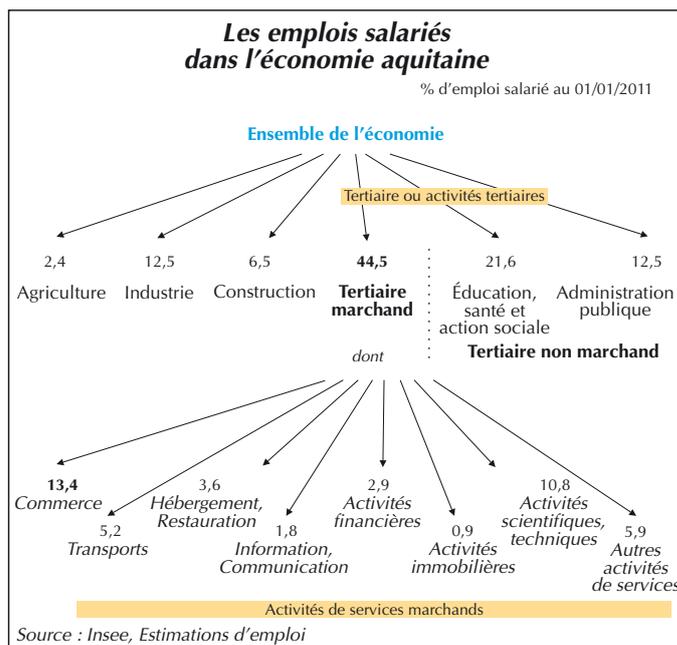
Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'emploi total aquitain est estimé à 1 312 600 personnes : 10 800 emplois de plus que début 2010, dont 10 300 emplois salariés. Avant la crise, en 2006 et 2007, les créations nettes d'emploi tournaient autour de 20 000.

Cette progression en 2010 de 0,8 % place la région au 4<sup>e</sup> rang derrière Rhône-Alpes (1,5 %) et Alsace et Pays de Loire (0,9 %). En France métropolitaine, elle est nettement plus faible : 0,5 %.

En 2010, en Aquitaine, l'agriculture, l'industrie et la construction perdent des emplois, tandis que les activités tertiaires marchandes en créent.

L'emploi salarié représente 88 % de l'ensemble des emplois. La part de l'Aquitaine dans l'emploi métropolitain se situe à 4,9 % pour les salariés et 5,0 % pour les non-salariés.

Pour mémoire, en 2009, l'emploi total régional est resté stable, les créations d'emploi non salarié ont contrebalancé les 2 300 destructions d'emploi salarié. En 2008, la région a perdu 3 000 emplois, dont 2 300 salariés. □



**Sébastien DUMARTIN**  
**Élisabeth NADEAU**  
Insee Aquitaine

**L'emploi total et l'emploi salarié par département au début 2011**

Nomenclature agrégée en 5 postes	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Garonne		Pyrénées-Atlantiques		Aquitaine	
	Effectif au 31/12/10 (p)	Évol.(%) 10-09										
Agriculture	8 751	- 2,5	24 456	- 3,5	7 633	- 5,8	8 688	- 2,5	10 607	- 2,7	60 135	- 3,4
Industrie	19 282	- 1,2	62 024	- 0,7	21 865	- 0,2	15 726	- 0,2	34 513	- 2,1	153 410	- 1,0
Construction	12 692	- 3,6	42 917	0,2	11 055	0,1	8 950	- 1,0	20 492	1,1	96 106	- 0,3
Tertiaire marchand	56 738	0,1	304 910	2,3	54 956	1,1	49 963	1,3	117 266	2,8	419 174	0,8
Tertiaire non marchand	48 125	- 0,3	201 514	0,5	46 168	2,3	39 073	0,8	84 294	1,4	583 833	2,0
<b>Total</b>	<b>145 588</b>	<b>- 0,7</b>	<b>635 821</b>	<b>1,0</b>	<b>141 677</b>	<b>0,8</b>	<b>122 400</b>	<b>0,5</b>	<b>267 172</b>	<b>1,3</b>	<b>1 312 658</b>	<b>0,8</b>

Nomenclature agrégée en 5 postes	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Garonne		Pyrénées-Atlantiques		Aquitaine	
	Effectif au 31/12/10 (p)	Évol.(%) 10-09										
Agriculture	2 562	- 1,5	17 765	- 1,4	3 311	- 2,6	3 104	- 1,6	1 556	- 1,5	28 298	- 1,6
Industrie	17 898	- 1,2	58 937	- 0,8	20 897	- 0,2	14 784	- 0,1	32 547	- 2,4	145 063	- 1,1
Construction	9 421	- 4,5	34 464	- 0,3	8 527	- 0,1	6 740	- 1,6	16 288	0,8	75 440	- 0,7
Tertiaire marchand	47 704	0,1	274 330	2,3	47 423	1,2	43 281	1,2	102 383	2,8	515 121	2,0
dont : Commerce	16 993	- 1,2	74 022	0,0	16 453	- 0,8	17 098	- 0,5	30 774	- 0,3	155 340	- 0,3
Services marchands	30 711	0,8	200 308	0,3	30 970	1,0	26 183	1,0	71 609	1,0	359 781	1,0
Tertiaire non marchand	45 757	- 0,3	189 713	0,3	43 591	2,4	37 020	0,7	78 582	1,3	394 663	0,7
<b>Total</b>	<b>123 342</b>	<b>- 0,6</b>	<b>575 209</b>	<b>1,0</b>	<b>123 749</b>	<b>1,2</b>	<b>104 929</b>	<b>0,6</b>	<b>231 356</b>	<b>1,4</b>	<b>1 158 585</b>	<b>0,9</b>

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées  
(p) : provisoire

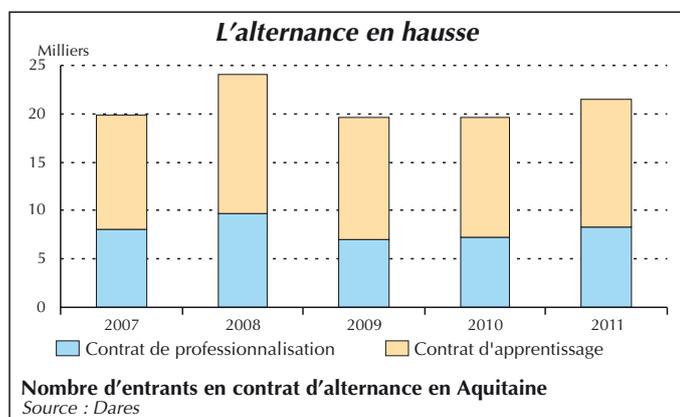
**POUR EN SAVOIR PLUS...**

• Site Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) --> thème Travail-Emploi

## Promotion de l'alternance et de l'accompagnement des mutations économiques en Aquitaine en 2011

En 2011, la formation en alternance a été mise en avant dans le cadre des politiques publiques de l'emploi : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation ont été ainsi promus. Dans le même temps, le nouveau contrat de sécurisation professionnelle (CSP) permet de mieux gérer les transitions entre emploi et chômage en donnant plus de garanties aux licenciés économiques. Malgré un contexte budgétaire contraint, le nombre des contrats aidés reste important en 2011, bien qu'inférieur à celui exceptionnellement élevé de 2010.

Afin de rapprocher les qualifications des demandeurs d'emploi des besoins réels des entreprises et ce faisant lutter contre le chômage, le service public de l'emploi favorise le recours à la formation par alternance. En 2011, le nombre d'alternants croît de 9,6 % en Aquitaine contre 7,3 % au niveau national. Le nombre d'entrants dans ces dispositifs reste néanmoins inférieur à celui atteint avant la crise en 2008.



### ■ Succès du contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation remporte en 2011 le plus grand succès : il progresse de 14 % en Aquitaine et de 17 % au niveau national. Salarié en CDI ou en CDD de plus de 6 mois, le salarié en contrat de professionnalisation acquiert un savoir-faire dans l'entreprise et bénéficie en parallèle de périodes de formation plus théoriques. Cette période de professionnalisation qui dure le plus souvent un an est sanctionnée par un examen qui permet la reconnaissance d'une qualification notamment par la branche professionnelle.

Quatre nouveaux entrants en contrat de professionnalisation sur dix sont des chômeurs : en 2011 dans la région, le contrat de professionnalisation ramène ainsi vers l'emploi 2 830 chômeurs, soit 300 de plus qu'en 2010. Il est vrai que la marge de progression pour cet outil demeure assez forte : le tertiaire emploie 16 contrats de professionnalisation pour mille salariés, la construction 10 pour mille, l'industrie manufacturière 5 pour mille.

Le nombre de nouveaux apprentis progresse de 7 % en 2011 en Aquitaine, contre 2,3 % en France. Le contrat d'apprentissage s'adresse presque exclusivement aux jeunes dans le cadre de la formation initiale. L'étudiant est salarié d'une entreprise mais suit dans le même temps un cursus théorique en centre de formation des apprentis (CFA) ou dans une école du supérieur.

L'apprentissage - qui dure 1 à 3 ans - est sanctionné par un diplôme d'État.

### ■ La VAE : moins de dépôts de dossiers

Le nombre de dépôts de dossier de validation des acquis de l'expérience (VAE) est orienté à la baisse depuis trois ans. Moyennant la constitution d'un dossier et le passage devant un jury de professionnels, ce dispositif prévoit la reconnaissance des compétences et l'octroi d'un diplôme à tout salarié justifiant d'une expérience professionnelle.

#### Nombre de dossiers de VAE déposés en Aquitaine

	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre de dossiers . . .	626	843	773	606	526

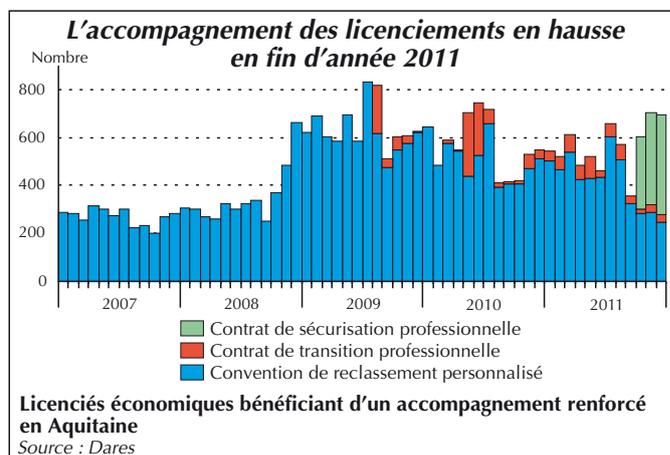
Source : Dares

### ■ Une généralisation de l'accompagnement pour les licenciés économiques

Mis en place pendant la phase aiguë de la crise, le contrat de transition professionnelle (CTP) est étendu à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2011 à l'ensemble des licenciés économiques. Fusionné avec l'ancien contrat de reclassement personnalisé (CRP), il devient le contrat de sécurisation professionnelle (CSP).

Dans ce cadre rénové, l'Aquitaine enregistre en fin d'année une hausse sensible des signatures de conventions tripartites entre le salarié, l'entreprise et Pôle emploi.

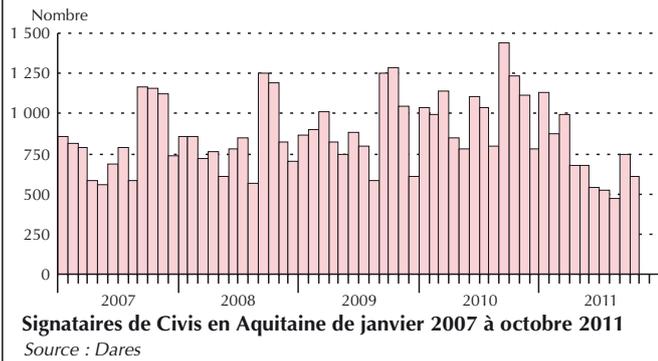
En contrepartie de la perte de son emploi, le signataire du CSP continue de percevoir 80 % de son ancien salaire pendant un an ; il bénéficie aussi d'un suivi personnalisé et de propositions de reclassement adaptées.



**■ Une diminution de l'accompagnement renforcé des jeunes**

En 2011, le nombre de signataires de contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) est en net recul les trois premiers trimestres par rapport à la même période de l'année précédente (- 28 %) Ce dispositif destiné aux jeunes en difficulté consiste à les accompagner dans leur recherche d'emploi ou de formation qualifiante.

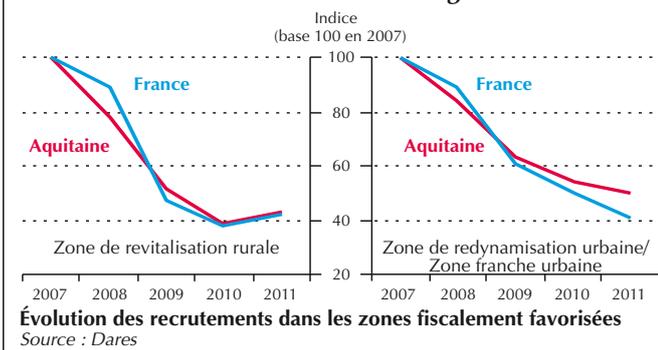
**L'accompagnement des jeunes en recul au premier semestre**



**■ Un moindre recours aux contrats subventionnés**

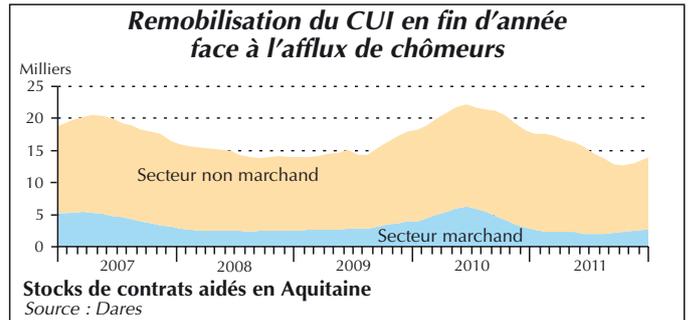
L'État encourage la création d'emplois marchands dans des zones géographiques en difficulté : en milieu rural, ce sont les zones de revitalisation rurale (ZRR) ; en milieu urbain, les zones de redynamisation urbaine (ZRU) et les zones franches urbaines (ZFU). Il exonère de charges pendant un an toute entreprise qui crée des emplois à l'intérieur de ces périmètres dans la limite de 50 embauches. Cependant, les effets de ces mécanismes incitatifs s'érodent avec le temps tant au niveau national qu'en Aquitaine.

**Baisse des recrutements dans les zones donnant droit à exonération de charges**



Pour les publics en difficulté sur le marché du travail, l'État subventionne des emplois dans le secteur marchand – les CUI-CIE (contrats uniques d'insertion-contrats initiative emploi) - et dans le secteur public et associatif - les CUI-CAE (contrats uniques d'insertion-contrats d'accompagnement dans l'emploi).

Le nombre de CUI diminue de 17 % en 2011 par rapport à 2010. Pour les contrats du non marchand, la baisse est moins importante : - 7 % de CAE sur un an. Elle est particulièrement marquée dans le secteur marchand : - 53 % de CIE.



**Des CUI recentrés sur les publics les plus éloignés de l'emploi**

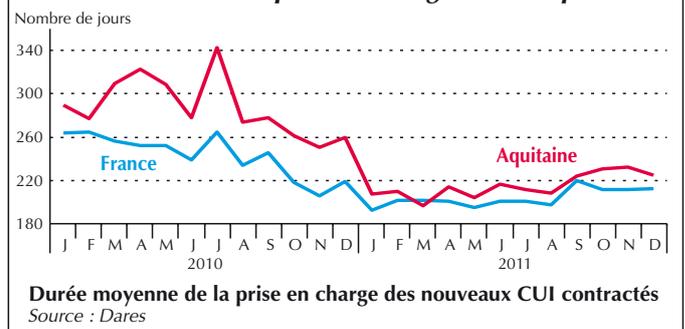
	CUI-CAE		CUI-CIE	
	2010	2011	2010	2011
Contrats enregistrés . . . . .	19 312	17 931	5 003	2 355
Durée moyenne du contrat (mois) . . . . .	10	7	14	10
Part des femmes (%) . . . . .	66	67	50	46
Part des jeunes (%) . . . . .	24	21	42	27
Part des seniors (%) . . . . .	22	27	17	45
Part des sans-diplômes (%) . . . . .	16	18	10	12
Part des chômeurs de longue durée (%) . . . . .	45	52	32	38
Part des bénéficiaires de minima sociaux (%) . . . . .	24	31	16	18

**Caractéristiques des nouveaux bénéficiaires de CUI en Aquitaine**

Sources : ASP - Dares

Au cours de cette période, les CUI ont été proposés en priorité aux publics les plus éloignés de l'emploi. Ainsi la part des seniors parmi les nouveaux bénéficiaires augmente aussi bien dans les CIE où elle passe de 17 % en 2010 à 45 % en 2011 que dans les CAE (de 22 % à 27 %).

**Baisse de la durée de prise en charge des CUI par l'État**



On observe une plus forte mobilisation des contrats aidés en fin d'année. Cependant, la durée moyenne des contrats prescrits par l'État diminue. En un an, elle se réduit de 3 mois pour les CAE et 4 mois pour les CIE. Cette baisse est plus sensible en Aquitaine que dans l'ensemble de la France. □

**Julien BARTHES**  
Directrice Aquitaine

**POUR EN SAVOIR PLUS...**

• Site Dares : [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr)

## Poursuite de la dégradation de la situation du marché du travail en 2011

En 2011, la hausse de la demande d'emploi se poursuit : + 6,7 % sur un an pour les catégories ABC contre + 5,3 % en France métropolitaine. Cette tendance haussière concerne toutes les catégories de demandeurs d'emploi mais avec une intensité variable. Les seniors et, dans une moindre mesure, les femmes sont plus fortement touchés par la dégradation du marché du travail. L'augmentation du nombre de demandeurs de longue durée se limite en 2011 à 1,4 % contre 22,4 % en 2010.

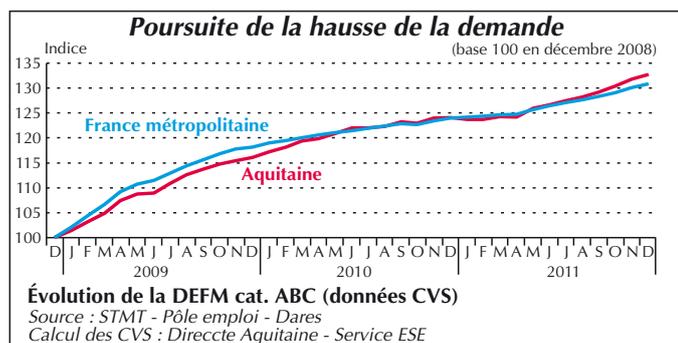
En 2011, le niveau de création d'emploi reste insuffisant pour absorber la demande d'emploi supplémentaire et inverser la tendance sur le marché du travail. Fin décembre 2011, 228 457 personnes disponibles pour un emploi sont inscrites à Pôle emploi (catégories ABC), soit + 6,7 % sur un an. Cela représente 15 000 inscrits à Pôle emploi de plus qu'un an auparavant et 65 000 de plus qu'en décembre 2007, avant la crise. Parmi ces personnes, les deux tiers n'occupent aucune activité, soit 151 475 personnes inscrites en catégorie A (+ 9,1 % sur un an). Les entrées pour motifs de fin de CDD (+ 11,4 %) et de missions d'intérim (+ 6,0 %) continuent de progresser et contribuent à l'augmentation globale de 5,6 % sur un an des inscriptions à Pôle emploi. Parallèlement les sorties diminuent de 3 % au cours de la même période.

### Moindre augmentation de la demande d'emploi pour les inscrits depuis un an ou plus

	Décembre 2011	Évolution (%) 2010/2011	Part (%)
<b>DEFM cat. ABC</b> .....	<b>228 457</b>	<b>6,7</b>	<b>100,0</b>
Hommes.....	105 715	5,7	46,3
Femmes.....	122 742	7,6	53,7
Moins de 25 ans.....	37 612	3,1	16,5
25 à 49 ans.....	146 962	5,1	64,3
50 ans ou plus.....	43 883	16,4	19,2
Inscriptions depuis 1 an ou plus.....	79 369	1,4	34,7
Inscriptions depuis 2 ans ou plus.....	37 973	11,8	16,6

### Caractéristiques de la DEFM cat. ABC fin 2011

Source : STMT - Pôle emploi - Dares



### Augmentation de la demande d'emploi moins forte dans les Pyrénées-Atlantiques

L'Aquitaine se situe au 5<sup>e</sup> rang des régions ayant la plus forte augmentation de la demande d'emploi de catégories A, B et C en 2011, et au 10<sup>e</sup> rang des régions affichant le plus fort taux de chômage. En Dordogne (+ 8,2 %), dans les Landes (+ 7,5 %) et en Gironde (+ 7,0 %), le nombre de demandeurs d'emploi progresse plus fortement qu'en Lot-et-Garonne (+ 5,7 %) et dans les Pyrénées-Atlantiques (+ 5,1 %). Dans les zones d'emploi de Sarlat-la-Canéda, Mont-de-Marsan et Bergerac, cette hausse est particulièrement importante.

### Signes d'amélioration pour le chômage de longue durée

Pour la demande d'emploi de longue durée, quelques signes d'amélioration apparaissent. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an augmente de 1,4 % sur un an, à un rythme bien moins soutenu qu'en 2010 (+ 22 %). De fait, leur part atteint 35 % en décembre 2011, soit deux points de moins qu'un an auparavant. Dans les Pyrénées-Atlantiques, le Lot-et-Garonne et les Landes, la demande d'emploi de longue durée diminue même (respectivement - 2,9 %, - 2,5 % et - 2,2 %). En Gironde (+ 3,7 %) et Dordogne (+ 5,8 %), sa progression est quatre à cinq fois moins importante qu'en 2010.

### ■ Demande d'emploi des jeunes à nouveau en progression

Pour les moins de 25 ans, après la diminution enregistrée au cours du second semestre 2010 et du premier trimestre 2011, la demande d'emploi repart à la hausse. Sur un an, elle augmente de 3,1 % pour les catégories ABC et de 6,3 % pour la seule catégorie A. Le Lot-et-Garonne est le seul département aquitain où le nombre de jeunes demandeurs d'emploi des catégories ABC se réduit en 2011 (- 1,5 %). Les métiers du "commerce, vente et grande distribution" concentrent un quart de la demande d'emploi des jeunes. Parmi les autres groupes de métiers les plus demandés, suivent "hôtellerie, restauration, tourisme, loisir", "construction et travaux publics" et "services à la personne et à la collectivité".

### ■ Aggravation du chômage des seniors

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus est toujours en forte augmentation : + 16,4 % en 2011. Avec près de 44 000 inscrits à Pôle emploi, la part des seniors dans la demande d'emploi total atteint 19 %, soit un point et demi de plus qu'en décembre 2010. Cette population est particulièrement touchée par le chômage de longue durée. La durée moyenne d'inscription de cette catégorie de demandeurs s'allonge d'année en année. Fin décembre 2011, elle est proche de 21 mois, soit 10 mois de plus en moyenne que pour les autres catégories d'âge. Plus du quart des demandes s'orientent vers les métiers des "services à la personne et à la collectivité". □

**Karim MOUHALI**  
Direccte Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

##### • Site Direccte Aquitaine :

[www.aquitaine.travail.gouv.fr](http://www.aquitaine.travail.gouv.fr) --> Publications et statistiques

##### • Site Dares :

[www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr)

## La hausse du nombre d'offres d'emploi se poursuit en 2011 en Aquitaine

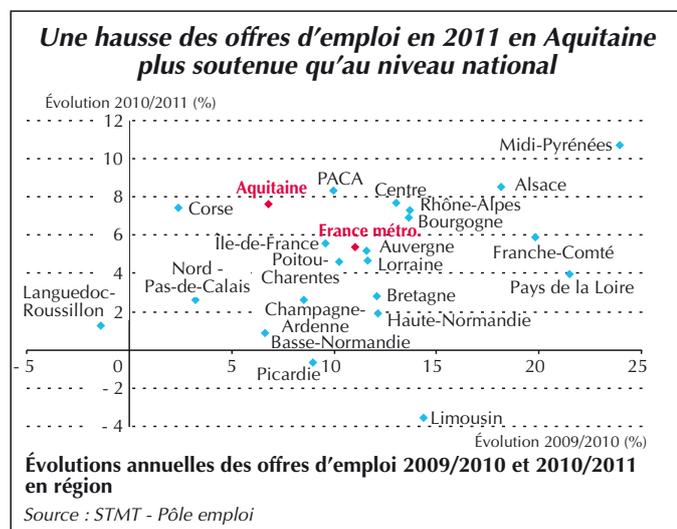
En 2011, la hausse du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi poursuit la tendance entamée en 2010. Les entreprises aquitaines ont confié plus de 13 000 offres d'emploi supplémentaires à Pôle emploi. Parallèlement, le nombre d'inscriptions à Pôle emploi augmente par rapport à 2010 et atteint 320 000. Tous les secteurs sont concernés par cette augmentation.

En 2011, plus de 190 000 offres d'emploi sont confiées à Pôle emploi, soit + 8 % par rapport à 2010 (+ 5 % en France métropolitaine). Tous les départements affichent une hausse du nombre d'offres d'emploi collectées : de + 4 % dans le Lot-et-Garonne à + 11 % dans les Pyrénées-Atlantiques. En Aquitaine, 30 % des offres sont des contrats à durée indéterminée.

### ■ L'Aquitaine : 5<sup>e</sup> plus forte hausse des régions métropolitaines

En 2010, l'Aquitaine enregistrait l'une des plus faibles hausses du nombre d'offres d'emploi collectées des régions métropolitaines. En 2011, la tendance s'inverse et la région enregistre la 5<sup>e</sup> plus forte progression après Midi-Pyrénées, l'Alsace, PACA et la région Centre.

Sur les trois dernières années, l'Aquitaine a connu une évolution des offres d'emploi collectées moins erratique que la plupart des autres régions. La baisse observée en 2009 a entraîné une hausse plus modérée en 2010 qui se poursuit en 2011.



### ■ Les métiers du commerce : 17 % des offres

Les métiers du commerce, en particulier ceux de la force de vente (téléconseil, télévente, relations commerciales auprès des entreprises et des particuliers) sont encore les plus recherchés en 2011. Plus de la moitié de ces offres sont durables (pour des contrats d'au moins 6 mois). Le nombre de propositions d'emploi dans ce domaine augmente de 5 % par rapport à 2010.

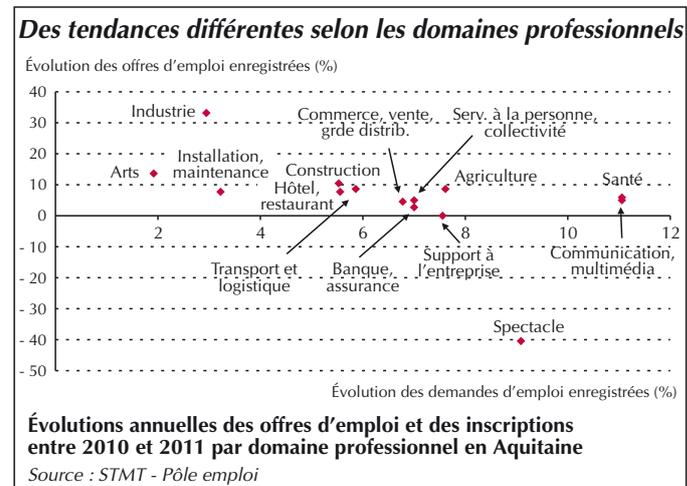
Ensuite, les métiers des "services à la personne et à la collectivité" concentrent 15 % des offres d'emploi principalement pour les professions d'aide à domicile et de nettoyage et propreté.

Enfin, 14 % des offres d'emploi concernent les métiers de l'hôtellerie et de la restauration, + 8 % en un an. Il s'agit davantage d'offres dans la restauration : les emplois de personnel de cuisine ou de personnel polyvalent en restauration sont les plus recherchés. Ce sont principalement des offres pour des emplois temporaires (de 1 à 6 mois).

### ■ Hausse des inscriptions à Pôle emploi

Parallèlement aux offres d'emploi collectées, la région enregistre près de 320 000 inscriptions en 2011, soit une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente.

Le principal motif d'inscription à Pôle emploi reste la fin d'un contrat à durée déterminée (CDD) qui représente 28 % des entrées en 2011 (+ 12 % par rapport à 2010). Autres motifs d'inscription en hausse : les inscriptions suite à une fin de mission d'intérim et les personnes désireuses de reprendre une activité suite à une interruption (fin de stage, de maladie, de maternité, ...), avec respectivement + 6 % et + 12 % en un an.



Tous les secteurs sont concernés par l'augmentation des inscriptions à Pôle emploi. Pour certains, cette hausse s'accompagne d'une augmentation encore plus soutenue des offres d'emploi collectées. C'est le cas notamment des métiers de l'industrie (+ 3 % du nombre d'inscriptions en un an et + 33 % des offres d'emploi).

Florence LANDAU  
Pôle emploi Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site Pôle emploi : [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) --> Études, Évaluations et Statistiques

## En 2011, repli des créations d'entreprises en Aquitaine comme en France

L'année 2011 est marquée par un net ralentissement des créations d'entreprises en Aquitaine comme au niveau national, liée à la baisse des créations d'auto-entreprises. Le nombre de créations d'auto-entreprises diminue de 12 %, tandis que la baisse du nombre de créations hors auto-entreprises se limite à 5 %.

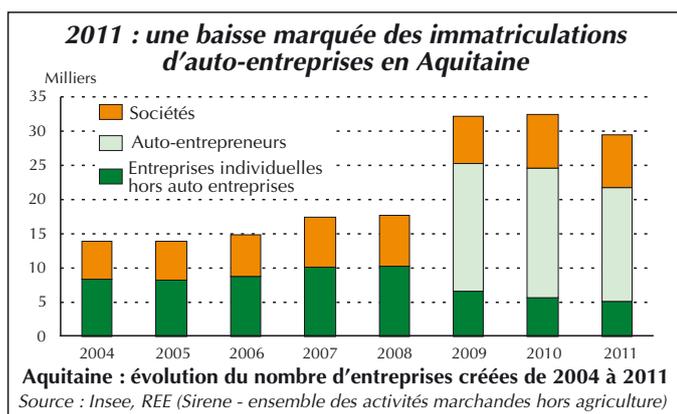
Cette baisse des créations d'entreprises concerne presque toutes les activités.

Dans un contexte économique peu favorable, les défaillances d'entreprises augmentent de 10 % sur les neuf premiers mois de 2011 par rapport à la même période de 2010.

Avec 29 460 entreprises nouvelles en 2011, le nombre total de créations d'entreprises marchandes hors activité agricole diminue de 9 %. Cette baisse est inférieure de trois points à celle observée au niveau France. Hors auto-entreprises, le nombre d'unités créées recule de 5 % en Aquitaine et de 2 % dans l'Hexagone. Les créations sous forme de sociétés diminuent légèrement (- 0,7 %), alors qu'elles progressent de 2 % au niveau national. Ce sont les créations d'entreprises individuelles qui reculent nettement. Les nouvelles auto-entreprises, majoritaires mais moins nombreuses en 2011, freinent le renouvellement des entreprises.

### Moins de succès pour les auto-entreprises en 2011

Si les auto-entrepreneurs restent prédominants parmi les créateurs régionaux, leur part diminue passant de 59 % en 2010 à 57 % en 2011. En Aquitaine, le rythme de créations d'auto-entreprises ralentit moins fortement qu'en moyenne métropolitaine (- 12 % contre - 19 %). Parmi les 16 700 nouveaux auto-entrepreneurs de 2011, les artisans et commerçants sont les plus nombreux. Quatre secteurs sont principalement choisis par les auto-entrepreneurs : le commerce et les activités de soutien et de conseil aux entreprises (respectivement 20 % des auto-entreprises créées), la construction (18 %) et les services aux ménages (13 %).



La baisse du nombre total de créations d'entreprises est quasi générale sur le territoire français. Seuls les départements de la Guyane et de la Guadeloupe y échappent.

### Peu de secteurs d'activité épargnés par la baisse

En 2011, le recul du nombre total de créations d'entreprises concerne la quasi-totalité des secteurs. L'évolution régionale de la création d'entreprise est positive pour seulement trois sec-

### Moins de créations d'entreprises en 2011

	Créations 2011		Évolution 2011/2010 (%)		
	Totales	dont auto-entrepr.	Totale	dont auto-entrepr.	Hors auto-entrepr.
Industrie. . . . .	1 532	944	- 14,8	1,6	- 32,3
dont : industrie manufacturière . .	1 281	838	- 6,2	- 2,9	- 11,9
Construction . . . . .	5 058	3 066	- 7,2	- 9,2	- 3,9
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration .	8 115	3 988	- 9,1	- 9,4	- 8,9
Information et communication . . . .	985	723	- 10,5	- 5,1	- 22,7
Activités financières et d'assurance.	732	61	9,7	- 29,1	15,5
Activités immobilières . . . . .	1 083	147	8,0	13,1	7,2
Activités de services aux entreprises <sup>(1)</sup>	5 351	3 344	- 13,4	- 17,0	- 6,8
Admin. publique, enseignement, santé humaine et action sociale . . . .	3 220	1 718	4,2	- 5,1	17,4
Autres services aux ménages* . . . . .	3 379	2 715	- 18,9	- 20,8	- 10,4
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>29 455</b>	<b>16 706</b>	<b>- 9,1</b>	<b>- 11,9</b>	<b>- 5,1</b>

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)

Champ : activités marchandes hors agriculture

(1) Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien

\*Y c arts, spectacles et activités récréatives

teurs : les activités immobilières, les activités financières et d'assurance et le sous-secteur sanitaire et social. Mais ils ne peuvent pas compenser le déficit de créations enregistré dans les autres activités, car ils ne cumulent que 10 % des créations d'entreprises en Aquitaine. Les secteurs qui concentrent l'essentiel de la création d'entreprises sont en repli : la construction, les services aux entreprises et les activités de services aux ménages. Dans le secteur du commerce-transports-hébergement-restauration, le nombre de créations recule pour la deuxième année consécutive. Si le commerce reste le sous-secteur le plus créateur, avec 6 220 entreprises créées en 2011, les demandes de créations chutent de 690 unités par rapport à l'an passé.

### Déficit de créations dans les cinq départements

#### Un déficit important de créations d'entreprises dans les Pyrénées-Atlantiques

	Créations		Évolution 2011/2010 (%)	
	Ensemble	dont auto-entrepr.	Ensemble	dont auto-entrepr.
Dordogne . . . . .	3 200	1 903	- 10,7	- 12,2
Gironde . . . . .	15 216	8 622	- 6,5	- 9,1
Landes . . . . .	3 366	1 908	- 9,0	- 13,3
Lot-et-Garonne . . . . .	2 345	1 371	- 13,9	- 14,6
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	5 328	2 902	- 12,7	- 17,0
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>29 455</b>	<b>16 706</b>	<b>- 9,1</b>	<b>- 11,9</b>

Nombre de créations d'entreprises par département

Source : Insee, REE (Sirene) - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Les créations d'entreprises diminuent fortement dans l'ensemble des départements aquitains en 2011, et plus particulièrement dans le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques (respectivement - 14 % et - 13 %). Dans les trois autres départements, le recul est moins prononcé qu'en moyenne régionale.

**■ La majorité des créations se font sans salarié**

Parmi les nouvelles entreprises, neuf sur dix se créent sans salarié. La création d'entreprise répond tout d'abord à assurer le propre emploi de l'entrepreneur. Seulement 4 % des unités créées emploient un à deux salariés au démarrage de leur activité. Elles se réalisent surtout dans les activités du commerce et de la restauration, ainsi que dans les travaux de construction spécialisés.

**■ Davantage de défaillances d'entreprises...**

En Aquitaine, 2 065 défaillances d'entreprises ont été jugées de janvier à septembre 2011. Par rapport à la même période de l'année précédente, le nombre de défaillances augmente ainsi de 10 %. Cette hausse est inférieure de deux points à celle observée en France. Le nombre de défaillances avait diminué de 14 % entre les neuf premiers mois de 2009 et 2010.

**■ Excepté dans quelques secteurs**

En Aquitaine, l'augmentation du nombre de défaillances ne concerne pas tous les secteurs. Les activités de services aux entreprises, de transport et celles des activités immobilières ne sont pas touchées. À l'inverse, le nombre de défaillances d'entreprises progresse particulièrement dans l'industrie et les activités financières. Toutefois ces deux secteurs ne représentent que 8 % et 2 % des défaillances d'entreprises aquitaines. Les activités de commerce-hébergement-restauration (38 %), et de la construction (26 %) concentrent la majorité des défaillances de la région sur cette période.

**Les défaillances d'entreprises augmentent en Aquitaine en 2011**

	Janv. à sept. 10	Janv. à sept. 11	Évolution %
<b>Toutes activités</b> .....	<b>1 872</b>	<b>2 065</b>	<b>10,3</b>
Industrie .....	115	166	44,3
Construction .....	496	531	7,1
Commerce, transports, hébergement et restauration .....	760	833	9,6
dont :			
Commerce .....	480	545	13,5
Hébergement restauration .....	218	238	9,2
Activités de services .....	223	216	- 3,1
dont :			
Activités immobilières .....	72	53	- 26,4
Autres activités de services aux ménages ..	100	133	33,0

**Défaillances d'entreprises par secteur d'activité en date de jugement**

Source : Insee - Bodacc (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)

**■ Forte hausse des défaillances dans les Pyrénées-Atlantiques**

Le nombre de défaillances d'entreprises augmente fortement dans les départements des Pyrénées-Atlantiques et de Lot-et-Garonne, et de façon moindre en Dordogne et dans les Landes. La Gironde enregistre le volume de défaillances le plus élevé de la région, du fait d'un plus grand nombre d'entreprises dans ce département que dans les autres. Cependant, le nombre de défaillances reste relativement stable. □

**Hausse des défaillances en 2011, excepté en Gironde**

	Janv. à sept. 2010	Janv. à sept. 2011	Évolution (%)	Part du département/région (%)
Dordogne .....	249	288	15,7	13,9
Gironde .....	987	983	- 0,4	47,6
Landes .....	183	202	10,4	9,8
Lot-et-Garonne .....	181	228	26,0	11,0
Pyrénées-Atlantiques ..	272	364	33,8	17,6
<b>Aquitaine .....</b>	<b>1 872</b>	<b>2 065</b>	<b>10,3</b>	<b>100,0</b>

**Nombre de défaillances d'entreprises par date de jugement**

Source : Insee - Bodacc (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)

**Yvette WILLM**  
Insee Aquitaine

**Auto-entrepreneurs**

Le régime de l'auto-entrepreneur a été créé par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008. Il s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. Les statistiques de créations d'auto-entrepreneurs proviennent du répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene) géré par l'Insee.

**Avertissement :**

- le nombre de créations d'auto-entrepreneurs intègre toutes les entreprises immatriculées sous ce régime, qu'elles aient ou non effectivement démarré leur activité, y compris celles à qui ce régime a été refusé après la déclaration de création ;
- les comptages ne concernent que les demandes d'immatriculations d'auto-entrepreneurs, sachant qu'environ la moitié d'entre eux n'a pas pris d'activité dans l'année d'inscription.

**POUR EN SAVOIR PLUS...**

- Site Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) --> thème Entreprises

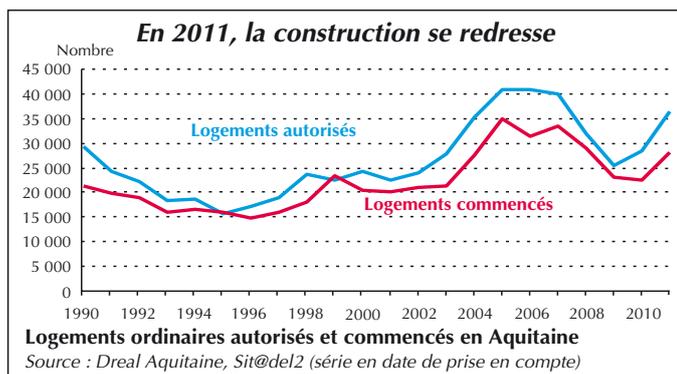
## 2011 : La reprise en toile de fond pour la construction

En 2011, la situation du secteur s'améliore nettement après une année 2010 en demi-teinte. La production de logements rattrape progressivement son niveau de 2007 sans pour autant donner l'impression d'un mouvement de fond, malgré un volume des autorisations de logements en augmentation de 28 % portée par l'habitat collectif. Les mises en chantier suivent la même tendance et progressent de 26 %.

L'année 2011 se termine sur une conjoncture morose en termes de ventes de logements neufs. Celles-ci se replient de 9,4 % sur l'année. L'augmentation des stocks de 6,4 % témoigne d'une reprise de la production.

La construction de locaux, elle aussi, profite de cette reprise de l'activité. Avec 2,32 millions de mètres carrés, la surface totale autorisée est en amélioration de 18,7 % sur l'année 2011.

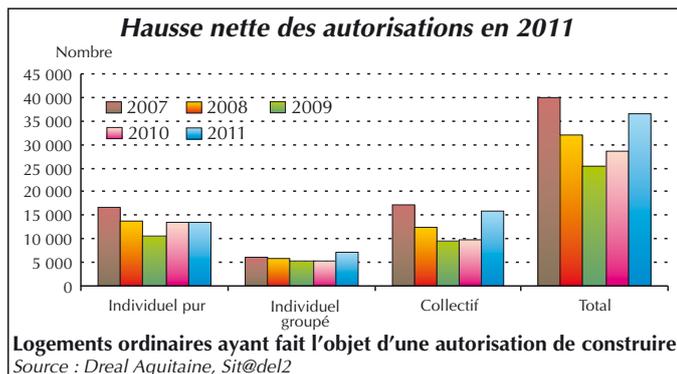
En 2011, en Aquitaine, les autorisations de logements ordinaires (36 500, soit 8,7 % des autorisations France entière) sont en progression de 28 % par rapport à l'année précédente, année de production moyenne. Cette hausse qui représente un gain mensuel moyen d'environ 670 logements s'est plutôt concentrée sur les deux derniers trimestres de l'année pour l'habitat collectif alors que le secteur individuel avait plutôt tendance à se tasser. France entière, la hausse des autorisations atteint 17 %.



### Le retour en force de l'habitat collectif

En 2011, en France métropolitaine, la hausse des autorisations profite à l'ensemble des types d'habitat : 17 % pour le collectif, 22 % pour le segment individuel pur et 7 % pour l'individuel groupé. En Aquitaine, ces évolutions sont plus tranchées : + 64 % pour le collectif et + 9 % pour l'individuel (33 % pour l'individuel groupé ; quasi-stabilité pour le segment pur).

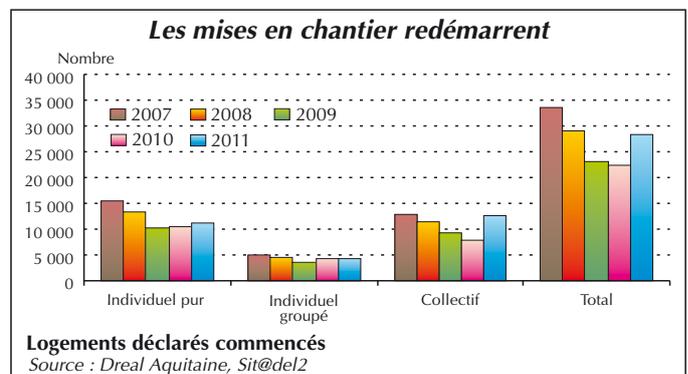
Avec 56 % des autorisations en 2011, l'habitat individuel reste majoritaire mais il cède du terrain au collectif. En effet, la part des logements collectifs passe de 35 % à 44 % dans l'ensemble des autorisations.



En 2011, en Dordogne, les autorisations se replient de 9 % (- 6,7 % pour les logements individuels et - 47 % pour les collectifs). Les autres départements affichent au contraire des hausses assez nettes portées par l'ensemble des secteurs d'habitat, à l'exclusion de l'individuel pur plutôt positionné en recul, sauf en Gironde. Ainsi, en un an, ce département enregistre une progression de 50 %, les Landes de 11 %, le Lot-et-Garonne de 9 % et les Pyrénées-Atlantiques de 7 %.

### Mises en chantier : l'activité redémarre

En 2011, 28 200 logements sont mis en chantier en Aquitaine, soit + 26 % par rapport à l'année précédente et 8,7 % du total France entière. Le secteur individuel demeure majoritaire avec une part de 55 %. Le niveau de production 2011 dépasse celui de 2004 (27 400 mises en chantier), année réputée exceptionnelle à ce moment-là, mais il reste en deçà de ceux des années 2005 et 2007 au cours desquelles entre 30 000 et 35 000 logements avaient été produits.



Les mises en chantier progressent de 54 % en Gironde, de 14 % dans les Landes et 5 % en Lot-et-Garonne. Au contraire, elles reculent en Dordogne de 9 %, un repli entraîné par le secteur collectif en forte chute de 85 % et malgré un habitat individuel en hausse de 10 %. Elles se contractent de 8 % dans les Pyrénées-Atlantiques, en raison d'une baisse de 40 % de l'habitat individuel groupé et de 7 % de l'individuel pur.

### Recul des ventes de logements neufs et reconstitution des stocks

En 2011, avec un volume de 5 700 logements, dont 90 % dans du collectif, les ventes de logements neufs diminuent de 9,4 % par rapport à 2010 (- 10,5 % en France métropolitaine). Six

### Commercialisation des logements neufs

Les résultats portant sur la commercialisation des logements neufs sont issus de l'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) réalisée chaque trimestre par les cellules statistiques des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement auprès des promoteurs sur les programmes de logements neufs destinés à la vente aux particuliers d'au moins cinq logements.

Cette enquête a reçu le label d'intérêt général et de qualité statistique et un visa la rendant obligatoire. Ils sont délivrés par le Conseil national de l'information statistique (CNIS). Cette enquête fait également l'objet d'une déclaration à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

ventes sur dix se sont réalisées au cours des deux derniers trimestres de l'année, confirmant le rythme de la construction neuve en 2011. Les ventes d'appartements, bien que largement majoritaires, se replient de 7 % et celles des pavillons de 27 %.

Les mises en vente progressent de 19 % pour atteindre 6 900 logements sur l'année, soit une évolution supérieure à celle de 7 % constatée en France métropolitaine. L'offre nouvelle s'accroît de 31 % pour le collectif (30 % en 2010) alors que l'habitat individuel chute de 42 %.

Malgré une activité contrastée, les stocks augmentent de 6,4 % sur un an avec un encours de 3 440 logements au 31 décembre 2011, soit 24 % de plus par rapport au quatrième trimestre 2010. Le stock des logements collectifs gonfle de 11,5 % en un an alors que celui des individuels se réduit de 16 %.

### Des prix qui s'orientent à la baisse

En 2011, le prix moyen de l'habitat collectif au mètre carré diminue de 6,3 % en moyenne et préférentiellement pour les appartements de taille moyenne (T2, T3) ainsi que pour les 5 pièces et plus. Dans le secteur individuel, le prix moyen d'un lot est en retrait de 1,6 %. Les prix des types T2 baissent le plus (- 10 %) alors que ceux des T5 grimpent de 6,7 %. En France métropolitaine, les prix augmentent de 2,8 % pour les logements en immeubles collectifs et de 2,2 % pour les logements individuels.

Les délais d'écoulement se réduisent à 8,2 mois pour les collectifs contre 10,4 mois un an plus tôt. Au contraire, ils augmentent pour les logements individuels, passant de 4,6 mois fin 2010 à 5,9 mois fin 2011. Le délai observé au niveau France métropolitaine est inférieur d'un mois pour l'habitat collectif et supérieur de 3,4 mois pour le secteur individuel.

### Locaux non résidentiels : progression des autorisations et des mises en chantier

En 2011, la surface des autorisations de locaux non résidentiels totalise 2,3 millions de mètres carrés, en hausse de 19 % par rapport à 2010, contre + 7,3 % pour la France entière (36,6 millions de m<sup>2</sup>). Cinq domaines, commerce, entrepôts, bureaux, santé et secteur agricole, regroupent chacun plus de 200 000 m<sup>2</sup> autorisés et représentent les deux tiers de ces surfaces en Aquitaine. Le commerce et la santé sont particulièrement dynamiques avec une expansion des surfaces autorisées respective de 57 % et 48 %.

Les mises en chantier progressent de 8,6 % avec 1,38 million de mètres carrés en 2011, alors qu'elles se repliaient de 23 % en 2010. En France métropolitaine, la hausse est de 23 %. Dans la région, malgré cette bonne performance certains secteurs sont orientés à la baisse ; c'est le cas des locaux industriels (- 21 %), des locaux d'enseignement et ceux d'action sociale au repli identique de 22,5 %, des locaux de transport (- 50 %). Les locaux commerciaux, les entrepôts, les industries et les bureaux concentrent chacun plus de 150 000 m<sup>2</sup> de surfaces mises en chantier et constituent près de 60 % de la production. □

**Philippe NEUILLY**  
Dreal Aquitaine

### La base de gestion des permis de construire : Sit@del2

Les données sont issues de la base de gestion des permis de construire, Sit@del2 (Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux). Elles sont exprimées en date de prise en compte, c'est-à-dire la date à laquelle l'événement, autorisation ou ouverture de chantier, est enregistré dans la base de données.

Les statistiques présentées dans ce document portent sur les logements ordinaires d'une part et les locaux non résidentiels d'autre part.

**Un logement ordinaire** désigne un type d'habitation qui ne sert qu'à l'habitation et qui n'est ni une résidence pour personnes âgées, ni une résidence universitaire, ni une résidence de tourisme, ni une autre résidence telle que logement pour jeune travailleur, pour travailleur social, pour travailleur immigrant, pour enfant ou adolescent, pour handicapé, etc. Les hôtels, motels, foyers pour personnes âgées, foyers pour étudiants ou jeunes travailleurs, etc. sont considérés comme des locaux à usage autre qu'habitation (locaux d'hébergement).

Un permis de logements ou de locaux autorisés est un permis ayant reçu un avis favorable de la part du service instructeur. Une construction est commencée lorsque la déclaration d'ouverture de chantier a été envoyée par le pétitionnaire au service instructeur.

On distingue trois types de construction d'un logement ordinaire :

- **Les logements collectifs** sont des logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus qui ont une entrée commune et dont certains ne disposent pas d'un accès privatif.

Une maison individuelle désigne un logement individuel, c'est-à-dire un logement ayant sa propre entrée.

- **Une maison individuelle pure** désigne une maison individuelle, faisant partie ou non d'un lotissement, dont la construction fait l'objet d'un permis de construire relatif à cette seule maison.

- **Des maisons individuelles groupées** désignent des maisons individuelles regroupées dans un même permis de construire.

### POUR EN SAVOIR PLUS...

• **Site Observation et Statistiques (MEDDTL) :**

[www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)

--> Rubrique Logement-Construction

--> Construction de logements et de locaux

## L'agriculture aquitaine, plutôt bonne en 2011 pour les céréales malgré les coûts de production

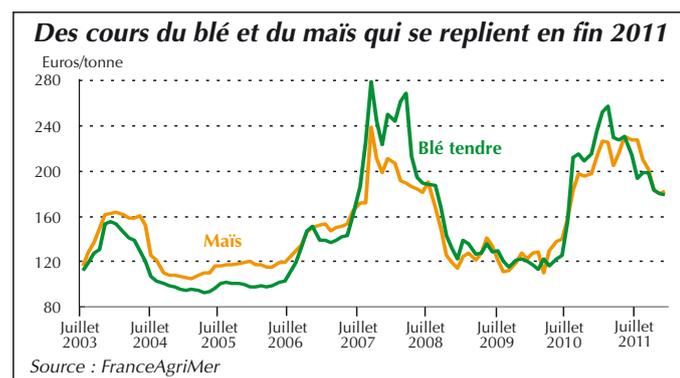
L'année 2011 est marquée par une forte sécheresse du printemps 2011 qui a eu des conséquences surtout sur la production des prairies et dans une moindre mesure sur les céréales à paille. Les conditions météorologiques ont favorisé les rendements exceptionnels en maïs. L'été a été difficile pour la filière fruits et légumes. Les coûts de production sont en hausse sensible.

Les vendanges ont été précoces. Les vins de Bordeaux s'exportent davantage, en volume et en valeur et ils se vendent de plus en plus loin.

À l'exception des Pyrénées-Atlantiques qui ont été en léger excédent, la forte sécheresse du printemps 2011 a fortement perturbé la production des prairies et, dans une moindre mesure, celle des céréales à paille qui ont pu limiter les pertes grâce aux pluies de juin et de l'été.

### ■ Rendements exceptionnels en maïs

Avec des surfaces relativement stables, la récolte de céréales en Aquitaine en 2011 est en hausse de 6 % par rapport à 2010. La baisse de la production de céréales à paille est largement compensée par des rendements exceptionnels en maïs qui entraînent une hausse de la production de plus de 14 %. Les rendements en blé tendre et en orge ont été finalement meilleurs que prévus. Les maïs, avantagés par l'alternance de pluies et de périodes chaudes et ensoleillées en été, obtiennent des rendements exceptionnels, surtout en maïs non irrigué. En colza, les volumes produits, associés à une hausse de la sole de 19 %, sont supérieurs de 24 % à ceux de 2010. Avec une progression conjointe des surfaces (+ 16 %) et des rendements (+ 21 %), la récolte de tournesol explose par rapport à 2010. La production de protéagineux, marginale en Aquitaine, recule de près de 30 % en 2011.



Les cours des céréales, après avoir presque atteint leur niveau de 2008 en début d'année, se replient ensuite lentement, avec pour conséquence une rémunération moindre des producteurs qui voient les coûts de production s'envoler en 2011.

### ■ Le coût des intrants à la hausse

En 2011, la hausse des coûts de production est sensible. Cette hausse se ressent au niveau de l'indice général (+ 8,7 % sur un an). Elle est beaucoup plus importante sur le poste "engrais et amendements" (+ 22 % par rapport à 2010) suite à une hausse

régulière de juin à novembre, sans pour autant atteindre les prix de 2008-2009. Sur les premiers mois de la campagne 2011-2012, les livraisons d'azote sont en repli de 18 % par rapport à 2010-2011. Les livraisons de phosphate reculent de 19 % sur la même période. Cette tendance est bien moindre sur la potasse, dont le prix a peu augmenté. Le poste "énergies et lubrifiants" enregistre lui aussi un très net rebond de + 19 % sur l'année. Après le pic du mois d'avril suivi d'une stagnation, il semble que depuis novembre, une nouvelle augmentation se confirme et risque de perdurer en 2012. Le prix des semences de céréales est resté relativement stable par rapport à 2010.

### ■ Les prix payés aux céréaliers aussi

L'indice général Ippap qui mesure l'évolution des prix des produits vendus par les agriculteurs (produits végétaux, hors fruits et légumes) est supérieur en 2011 de 18 % par rapport à 2010, alors que l'indice général toutes productions agricoles augmente de 11 %.

Pour les céréales, l'indice se voit majoré de 36 % fin 2011 par rapport à fin 2010. Le blé tendre voit ainsi son prix croître de près de 33 %, le triticale de 40 %, le sorgho de 35 % et le maïs de 32 %. L'avoine gagne 88 %, l'orge de mouture 45 % et l'orge de brasserie 58 %. Mais ces chiffres ne doivent pas cacher le fait qu'en évolution mensuelle, la tendance est à une baisse très marquée alors que pour les moyens de production, l'évolution mensuelle montre une tendance inverse fortement orientée à la hausse.

### ■ Des vendanges précoces

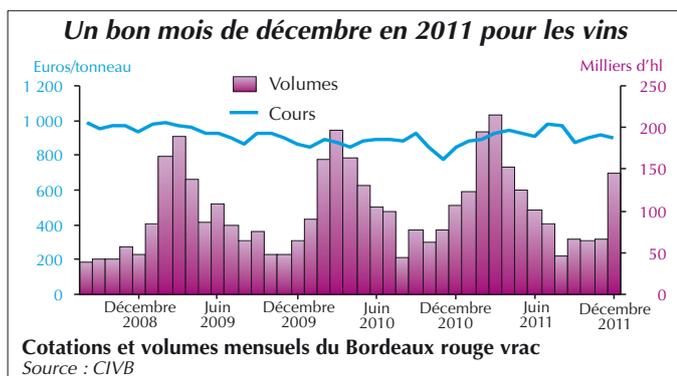
La forte sécheresse du printemps 2011 a peu perturbé le cycle végétatif de la vigne. À la fin du printemps, un peu de stress hydrique est observé sur certaines parcelles. L'absence de gel et d'accidents climatiques importants associés à une faible pression sanitaire a permis une vendange précoce proche de 2010, tant en volumes qu'en qualité.

Le marché des vins en vrac se redresse mais de façon inégale selon les départements et les types de vins.

### ■ Du mieux pour les Bordeaux en 2010/2011

En volume, la campagne de commercialisation 2010/2011 pour les vins de Bordeaux se termine en progression de 7 % par rapport à la précédente période, avec plus de 3 millions d'hectolitres en contrats vrac. Cette campagne voit aussi une augmentation des prix pratiqués. À 902 euros le tonneau, le prix

moyen du groupe Bordeaux augmente de 3 %. Avec plus de 334 000 hectolitres vendus, le mois de décembre 2011 est excellent (+ 41% par rapport à décembre 2010).



En Dordogne, à un peu plus de 318 000 hectolitres, la campagne 2010/2011 se termine avec une hausse des volumes de 1 % par rapport à 2009/2010, mais elle reste inférieure de près de 5 % à la moyenne quinquennale.

On observe aussi une amélioration en volumes des sorties de chais. Pour l'Aquitaine, la campagne 2010/2011 se termine sur des sorties de chais supérieures de 4 % en volume par rapport à 2009/2010. Mais ce résultat est totalement dépendant de celui de la Gironde, qui représente 85 % des volumes concernés.

### ■ Reprise des exportations

En 2011, les exportations de boissons de l'Aquitaine dépassent en valeur celles de 2010 (+ 31 %). Elles représentent 16 % de la valeur totale des exportations de l'Aquitaine, contre 12 % en 2010. La Gironde concentre 98 % de la valeur des exportations de boissons de l'Aquitaine, et 29 % de la valeur des exportations du département. À fin novembre 2011, en moyenne mobile sur 12 mois, les exportations de vins de Bordeaux sont en augmentation de 26 % en volume et de 37 % en valeur. Alors que les blancs stagnent, les rouges gagnent 29 % en volume et 40 % en valeur.

En 2011 encore, la plus forte progression vient du grand export, notamment la Chine avec 445 000 hectolitres (+ 110 % et + 133 %) et Hong Kong avec 104 000 hectolitres (+ 63 % en volume et + 66 % en valeur). Les marchés exports sont plus dynamiques tant en volume qu'en valeur.

### ■ Un été 2011 très difficile pour la filière fruits et légumes

La campagne 2011 est marquée par une forte augmentation des coûts de production, non compensée par une hausse plus faible des prix payés aux producteurs.

Dans un contexte de production abondante en France (comme chez les concurrents) et de demande freinée dès le mois de juin par les menaces de la bactérie ECEH (Eschérichia coli entérohémorragique) puis en juillet par une météo pluvieuse et fraîche, les périodes de crises conjoncturelles s'enchaînent pour une dizaine de fruits et légumes pendant tout le printemps et l'été. L'application du décret du 20 mai 2011 (relatif à l'accord de

modération des marges) et l'organisation de ventes au déballage hors magasin durant presque tous les week-ends de juillet, n'ont pas permis d'assainir le marché des fruits et légumes en août. Face à ces difficultés, le Ministre de l'Agriculture a annoncé le 19 août 2011 que les actions de communication destinées à valoriser les fruits et légumes et à relancer leur consommation seraient prolongées avec le soutien des pouvoirs publics.

### ■ Une filière avicole qui se consolide

Malgré les coûts élevés des intrants, la production de volailles de chair est tirée par une forte demande, notamment à l'exportation. Elle est en hausse de près de 4 % pour les poulets et de 3 % pour les canards gras. La production de dindes et de pintades est en retrait de 3 %. La consommation a tendance à diminuer en fin d'année, à cause de fortes hausses de prix (+ 9 % pour le poulet label entre octobre 2010 et octobre 2011).

Les abattages de canards gras augmentent de 5 %. Les exportations sont très soutenues sur le grand export, en hausse de 41 % en valeur vers Hong Kong et de 75 % vers Singapour.

### ■ Une situation difficile pour les productions animales

La problématique des filières animales (lait et viande) reste la même qu'en 2010. Des coûts de production élevés auxquels s'ajoutent des difficultés d'approvisionnement en fourrage, suite à la sécheresse du printemps, fragilisent des producteurs qui ont du mal à répercuter ces hausses sur leurs prix de vente. □

**Alain IRIBARREN**  
Draaf Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de l'agriculture :  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

## En 2011, en Aquitaine, les exportations équilibrent tout juste les importations

En 2011, le commerce extérieur de l'Aquitaine se dégrade, les importations progressent de 17 % et les exportations de seulement 3 % par rapport à 2010. Le solde commercial traditionnellement excédentaire est quasiment réduit à l'équilibre.

Dans le palmarès des produits exportés, les produits de la construction aéronautique et spatiale conservent de justesse la première place devant les boissons, les vins essentiellement. Suivent les produits de la culture et de l'élevage. Les produits pharmaceutiques, habituellement élément phare des exportations, s'éloignent à la huitième place. Le tiers des exportations de vins part vers la Chine et Hong Kong.

L'Espagne conforte son statut de premier pays partenaire de l'Aquitaine, à l'import comme à l'export, tandis que les échanges avec le Royaume-Uni prennent une singulière vigueur, faisant de ce pays le deuxième fournisseur et le quatrième pays client.

Au niveau national, après la vive reprise de 2010, les échanges ralentissent en 2011, mais restent dynamiques. Les exportations bénéficient de la bonne tenue des ventes agroalimentaires et de celles liées à l'industrie du luxe. Elles progressent de 9 % en valeur. La forte progression des importations (+ 12 % en valeur) s'explique notamment par le renchérissement des approvisionnements énergétiques. La détérioration du déficit manufacturier se poursuit. Le déficit commercial se creuse à 69,6 milliards, après 51,5 milliards en 2010.

### ■ Des échanges dynamiques au niveau national, bien que ralentis

En 2011, les exportations (+ 8,6 % après + 14 %) sont tirées par l'agroalimentaire, avec en tête les céréales et les boissons. De manière générale, les ventes de produits de l'industrie du luxe (notamment sacs à main, parfums et cosmétiques) affichent également un fort dynamisme. La croissance soutenue des exportations de biens intermédiaires (chimie, métallurgie) traduit surtout des effets prix liés à la hausse du cours du pétrole et des matières premières industrielles. En revanche, les livraisons aéronautiques et automobiles, qui portaient la reprise de 2010, décélèrent et les ventes pharmaceutiques enregistrent un repli inédit.

Les importations continuent de progresser à un rythme rapide (+ 11,7 % après + 14,1 %), poussées par la hausse des approvisionnements énergétiques. Hors énergie, la croissance se ramène à + 7,6 % (après + 12,7 % en 2010). La hausse des achats automobiles perdure, après la forte progression de 2010, liée au dispositif de primes à la casse. De leur côté, les acquisitions aéronautiques reprennent, notamment auprès des États-Unis et de l'Allemagne. La croissance des importations d'équipements mécaniques s'affermi, en lien avec le dynamisme des investissements en France. À l'opposé, les achats informatiques et électroniques, concourant habituellement au creusement du déficit manufacturier, marquent le pas.

### ■ Des exportations régionales qui équilibrent les importations

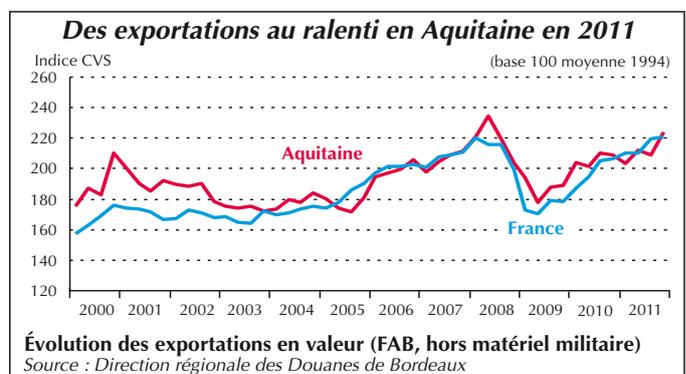
En 2011, l'Aquitaine réalise 3,3 % des exportations et 2,7 % des importations nationales. Elle se place au douzième rang des régions françaises à l'import comme à l'export, rétrogradant d'un rang à l'export par rapport à 2010.

Le fait marquant de cette année 2011, en Aquitaine, est sans aucun doute le chiffre des importations (13 470 millions d'euros), pratiquement équivalent à celui des exportations. Le solde de la région, traditionnellement excédentaire, doit être considéré maintenant comme étant simplement à l'équilibre.

### ■ Chute des ventes dans l'aéronautique et la pharmacie

Pourtant, les exportations de la région progressent en 2011, mais faiblement (+ 3 %). Leur montant s'élève à 13,7 milliards d'euros, à comparer aux 14 milliards obtenus en 2008, avant le choc de la crise économique et financière.

Comme au niveau national, les livraisons aéronautiques faiblissent (- 8 %) tandis que les ventes de produits pharmaceutiques s'effondrent (- 73 %).

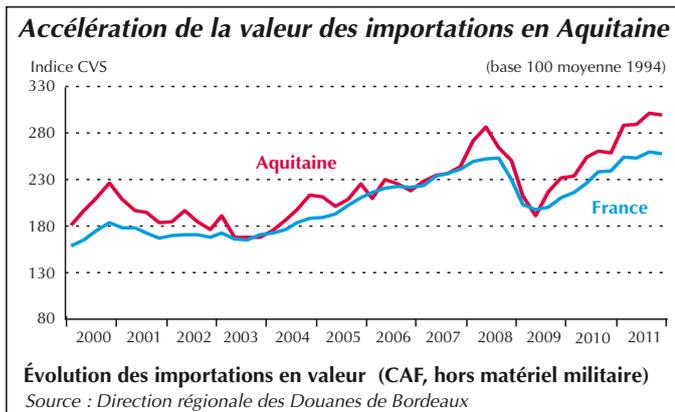


Les bons résultats viennent des ventes de boissons (+ 31 %), de produits de la culture et de l'élevage (+ 36 %), de produits chimiques de base (+ 17 %), de pâte à papier, papier et carton (+ 14 %) et de produits métallurgiques (+ 23 %). Les produits de la construction aéronautique et spatiale restent en tête du palmarès des ventes, suivis de très près par le secteur des boissons. Les produits de la culture et de l'élevage se positionnent désormais à la troisième place, loin devant les produits pharmaceutiques, relégués au huitième rang.

### ■ Des produits pétroliers en tête des achats

À l'importation, en 2011, les produits pétroliers restent le produit clé des échanges, devant les produits chimiques de base,

les produits de la construction automobile et les produits de la construction aéronautique et spatiale.



Les importations de l'Aquitaine conservent un taux de progression très soutenu (+ 17 % après + 18 %). Les trois premiers produits importés connaissent des hausses significatives : les produits pétroliers raffinés (+ 26 %), les produits chimiques de base (+ 18 %) et les produits de la construction automobile (+ 11 %).

### ■ Le Royaume-Uni, de plus en plus partenaire

2011, c'est aussi l'année où la Chine devient la première destination des vins exportés par l'Aquitaine, devant le Royaume-Uni et Hong Kong. La Chine et Hong Kong - traités comme deux territoires distincts dans les statistiques du commerce extérieur - reçoivent ensemble 32 % des exportations aquitaines de vins. Ils figurent respectivement au 8<sup>e</sup> et au 10<sup>e</sup> rang dans les pays clients de l'Aquitaine.

Toutefois, même si certains pays tiers figurent en bonne place au palmarès des échanges commerciaux, l'Union européenne en reste l'acteur majeur, puisque l'Aquitaine y effectue 65 % de ses achats et 60 % de ses expéditions.

L'Espagne, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont les principaux partenaires de l'Aquitaine à l'export (51 % des exportations à eux quatre). Ces mêmes pays se retrouvent en tête du classement des pays fournisseurs, mais dans un ordre différent : Espagne, Royaume-Uni, Allemagne et États-Unis. Ils concentrent 44 % des importations régionales.

En 2010, le Royaume-Uni se plaçait au 5<sup>e</sup> rang à l'export comme à l'import. □

**Philippe GUÉRIN DE TOURVILLE**  
Douanes Bordeaux

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

- Site de la douane : [http://lekiosque.finances.gouv.fr/appchiffre/portail\\_default.asp](http://lekiosque.finances.gouv.fr/appchiffre/portail_default.asp)

### Un quart des exportations dû aux IAA en 2011

(millions d'euros)

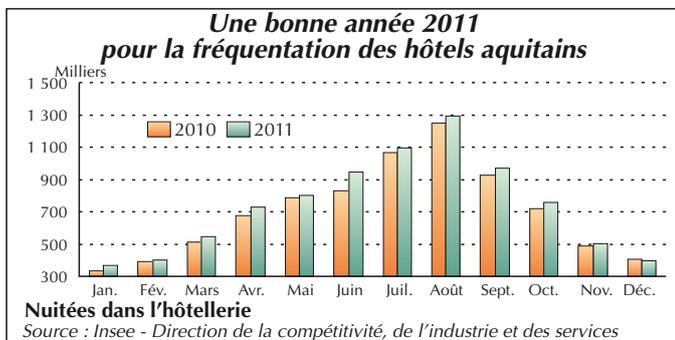
Nomenclature agrégée A17	Aquitaine - année 2011					
	Export	Part (%)	Évol. (%) 11/10	Import	Part (%)	Évol. (%) 11/10
AZ Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	1 255,9	9,1	36,5	542,9	4,0	27,1
DE Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	278,7	2,0	17,9	195,7	1,5	18,2
<b>Produits manufacturés dont</b>	<b>12 153,0</b>	<b>88,5</b>		<b>12 687,7</b>	<b>94,2</b>	
C1 Produits des industries agroalimentaires (IAA)	3 300,3	24,0	25,7	1 274,9	9,5	24,3
C2 Produits pétroliers raffinés et coke	9,0	0,1	85,6	2 315,2	17,2	25,9
C3 Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	873,9	6,4	- 5,3	1 446,5	10,7	25,4
C4 Matériels de transport (fer, air, mer, route)	2 895,4	21,1	- 5,7	2 163,4	16,1	- 3,9
C5 Autres produits industriels	5 074,5	36,9	- 8,5	5 487,7	40,7	18,7
ZZ Produits divers (édition, communication, ...)	47,9	0,3	29,2	43,9	0,3	13,4
<b>Ensemble CAF/FAB hors matériel militaire</b>	<b>13 735,5</b>	<b>100,0</b>	<b>2,8</b>	<b>13 470,3</b>	<b>100,0</b>	<b>16,9</b>

Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux, Exploitation mars 2012

## Record de nuitées dans les hôtels et les campings pour la saison 2011

Les touristes sont venus plus nombreux en Aquitaine dans les hôtels et les campings pendant la saison 2011. Leur fréquentation atteint un niveau record avec 19,6 millions de nuitées. Elle progresse de 3,8 % par rapport à la saison précédente, bien plus que la moyenne française (+ 2,7 %). La clientèle étrangère augmente dans l'hôtellerie, mais recule dans les campings. Le résultat du mois de juin est exceptionnel grâce aux ponts et à une météo particulièrement clémente.

Quatrième destination française pour sa fréquentation hôtelière, la région Aquitaine a accueilli 5 millions de touristes pour près de 9 millions de nuitées. La fréquentation hôtelière augmente de 4,8 % par rapport à l'année 2010. Cette progression est liée à une saison estivale rallongée, surtout portée par la clientèle française (+ 5,1 %). Mais la clientèle étrangère (+ 6,4 %) participe aussi à ce bon résultat, elle progresse de + 3,5 %. Le tourisme d'affaires représente 43 % de la clientèle hôtelière, soit 4 points de moins que l'année précédente.

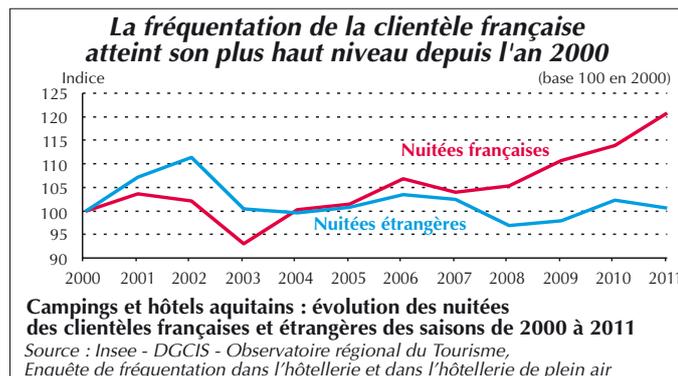


### ■ Une bonne saison estivale 2011

L'activité touristique, en dépit de conditions climatiques globalement peu favorables, est en hausse en 2011 tant au niveau national que régional. La destination France a sans doute capté une partie des touristes français privilégiant d'habitude les destinations touristiques phares du Maghreb ou du Proche-Orient pour leurs vacances estivales.

En Aquitaine, la clientèle française, qui représente 73 % des nuitées, dynamise aussi la saison. Sa fréquentation des hôtels et des campings s'accroît de 6 %. À l'inverse, celle des touristes étrangers recule de 2 %. Le contexte de crise économique est peu propice aux séjours lointains.

Avec 19,6 millions de nuitées de mai à septembre 2011, la fréquentation touristique aquitaine dans les hôtels et les campings augmente de 3,8 % par rapport à la saison 2010. Tous les départements contribuent à ce bilan positif. L'affluence exception-



nelle du mois de juin, grâce aux ponts de l'Ascension et de la Pentecôte, mais aussi grâce à une météo très favorable, compense la baisse des nuitées des mois de mai et juillet.

### ■ Un bilan estival positif dans les campings

En 2011, avec 14,4 millions de nuitées de mai à septembre dans l'hôtellerie de plein air, la fréquentation progresse pour la cinquième année consécutive en Aquitaine. Elle est exceptionnelle au mois de juin (+ 44 % par rapport à juin 2010) où le cap du million de nuitées est franchi. Cela compense la baisse enregistrée pendant la haute saison (juillet-août) en raison d'une météo maussade. La fréquentation durant l'arrière-saison augmente. Les touristes de septembre sont de plus en plus nombreux (+ 16 %).

La fréquentation des touristes français dans les campings aquitains progresse. Ils assurent sept nuitées sur dix. Par contre, celle des campeurs étrangers recule.

### Plus de clientèle française, mais moins de clientèle étrangère dans les campings

	Nuitées totales		Nuitées étrangères	
	Saison 2011	Évol. (%) 2011/10	Saison 2011	Évol. (%) 2011/10
<b>Dordogne</b> . . . . .	2 903 475	0,2	1 263 357	- 3,0
Périgord noir . . . . .	2 170 370	- 0,4	939 297	- 2,8
Reste de la Dordogne . . . . .	733 105	2,1	324 060	- 3,6
<b>Gironde</b> . . . . .	3 853 579	7,2	1 301 606	5,0
Bassin d'Arcachon . . . . .	1 317 990	16,2	240 041	27,3
Côte médocaine . . . . .	2 255 071	3,0	974 426	2,6
Reste de la Gironde . . . . .	280 518	0,8	87 139	- 21,2
<b>Landes</b> . . . . .	5 466 903	4,3	1 380 365	- 8,6
Côte landaise . . . . .	5 101 959	4,1	1 353 268	- 8,8
Reste des Landes . . . . .	364 944	7,5	27 097	- 3,2
<b>Lot-et-Garonne</b> . . . . .	281 859	9,0	85 369	2,0
<b>Pyrénées-Atlantiques</b> . . . . .	1 986 778	- 1,5	336 040	- 5,8
Côte basque . . . . .	1 391 109	- 2,8	239 977	- 7,9
Intérieur Pays Basque . . . . .	392 027	0,3	53 138	- 9,3
Reste des Pyr.-Atlantiques . . . . .	203 642	4,6	42 925	14,1
<b>Aquitaine</b> . . . . .	14 492 594	3,4	4 366 737	- 2,8

### Nuitées dans l'hôtellerie de plein air en 2011

Source : Insee - DGCS - Observatoire régional du Tourisme, Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

### ■ Succès des emplacements locatifs

La clientèle de l'hôtellerie de plein air recherche de plus en plus des emplacements équipés. Au cours de la saison 2011, l'offre des emplacements locatifs (bungalows, mobil-homes) se développe (+ 4 %), contrairement à celle des emplacements nus qui recule dans tous les départements. Les nuitées dans les emplacements équipés augmentent de 15 % pour la clientèle française et de 5 % pour la clientèle étrangère. À l'inverse, la fréquentation sur les emplacements nus chute davantage pour les campeurs étrangers que français.

## ■ Les campeurs français dynamisent la saison

Hormis dans les Pyrénées-Atlantiques, la fréquentation française croît dans tous les départements. Elle augmente plus fortement dans le Lot-et-Garonne et les Landes. Ce bon résultat pour l'Aquitaine provient d'une hausse du nombre de séjours des campeurs français (+ 1,7 %) combinée à une stabilité de la durée moyenne de leur séjour. Le lieu de vacances préféré des campeurs français reste le littoral aquitain, surtout la côte landaise ou la zone balnéaire girondine. Cependant, le bassin d'Arcachon a été moins attractif cette saison (- 13 %), au profit de la côte médocaine (+ 35 %).

## ■ Moins de campeurs étrangers, mais ils restent plus longtemps

En 2011, le nombre de nuitées étrangères baisse dans les campings, contrairement à la saison précédente (+ 4 %). Moins nombreux, les campeurs étrangers ont allongé leur séjour de 6,9 à 7,1 jours en moyenne.

Ces touristes viennent surtout des Pays-Bas, d'Allemagne, du Royaume-Uni ou d'Espagne. Bien que les Néerlandais restent les plus présents (35 %), leur fréquentation diminue de 10 %. La clientèle des Pays-Bas affectionne les territoires ruraux : la Dordogne et en particulier le Périgord noir, mais aussi le Lot-et-Garonne. Les Allemands deviennent la deuxième clientèle étrangère et leur nombre de nuitées progresse de 4 %. Ils séjournent en majorité dans les campings du littoral, notamment sur les côtes médocaine et landaise. Les ressortissants du Royaume-Uni sont moins venus cette saison (- 5 %). L'Aquitaine est une destination à nouveau fortement prisée par les Espagnols (+ 9 %) principalement sur le littoral atlantique.

## ■ La meilleure saison dans les hôtels depuis 2000

Pour l'hôtellerie, cette saison s'avère particulièrement bonne en Aquitaine sous l'afflux conjugué des clientèles française et étrangère. Avec 5,1 millions de nuitées pour 2,8 millions de séjours, 2011 est la meilleure saison depuis l'an 2000.

Le parc hôtelier aquitain évolue peu et le taux d'occupation progresse de deux points, s'établissant à 66 % pour cette saison. Les durées moyennes de séjour sont stables : 1,8 jour pour les Français, 1,9 jour pour les étrangers.

La clientèle française, majoritaire (huit nuitées sur dix), a davantage soutenu l'activité de l'hôtellerie cette saison (+ 5 % contre 1 % entre 2009 et 2010).

Le cœur de l'été (juillet-août) reste la période la plus propice au tourisme. Le mois de juin est exceptionnelle : les hôtels aquitains ont accueilli 14 % de nuitées supplémentaires par rapport au même mois de 2010. Les week-ends prolongés et une météo estivale expliquent ce résultat. L'arrière-saison progresse également : les touristes français venus plus nombreux en septembre compensent la moindre fréquentation des touristes étrangers.

## ■ Moins d'affluence dans les hôtels landais

La fréquentation hôtelière croît dans tous les départements aquitains, à l'exception de celui des Landes. La hausse est plus

marquée dans les départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne et de la Dordogne. Celle des Pyrénées-Atlantiques est plus modeste, en raison d'une désaffection de l'intérieur du Pays basque.

## Une hausse de fréquentation hôtelière en Aquitaine, excepté dans les Landes

	Nuitées totales		Nuitées étrangères	
	Saison 2011	Évol. (%) 2011/10	Saison 2011	Évol. (%) 2011/10
<b>Dordogne</b> .....	<b>697 371</b>	<b>5,2</b>	<b>191 336</b>	<b>2,6</b>
Périgord noir .....	376 882	3,4	115 579	- 2,6
Reste de la Dordogne .....	320 489	7,5	75 757	11,7
<b>Gironde</b> .....	<b>1 978 581</b>	<b>8,7</b>	<b>389 221</b>	<b>5,8</b>
Côte médocaine .....	71 234	2,4	14 690	0,5
Bassin d'Arcachon .....	290 703	6,0	34 698	- 8,0
Bordeaux .....	730 843	5,8	202 088	2,9
Agglomération bordelaise* ..	643 923	14,9	81 085	17,6
Reste de la Gironde .....	241 878	7,5	56 660	12,6
<b>Landes</b> .....	<b>645 767</b>	<b>- 1,0</b>	<b>68 172</b>	<b>- 4,7</b>
Côte landaise .....	230 818	- 1,0	38 872	- 6,7
Zone thermale des Landes ..	303 655	- 0,4	7 531	5,8
Reste des Landes .....	111 294	- 2,4	21 769	- 4,3
<b>Lot-et-Garonne</b> .....	<b>209 144</b>	<b>6,9</b>	<b>22 997</b>	<b>27,5</b>
Arrondissement d'Agen ...	114 392	8,1	13 125	47,2
Reste de Lot-et-Garonne ...	94 752	5,6	9 872	8,2
<b>Pyrénées-Atlantiques</b> .....	<b>1 570 926</b>	<b>2,7</b>	<b>288 358</b>	<b>1,3</b>
Côte basque .....	998 869	3,1	204 973	3,7
Intérieur Pays basque .....	210 485	- 2,6	26 496	- 5,9
Béarn .....	361 572	4,7	56 889	- 3,6
<b>Aquitaine</b> .....	<b>5 101 789</b>	<b>5,0</b>	<b>960 084</b>	<b>3,4</b>

### Nuitées dans l'hôtellerie en 2011

Source : Insee - DGCS - Observatoire régional du Tourisme, Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

\* Sauf Bordeaux

Le tourisme urbain poursuit sa progression sur Bordeaux et son agglomération. La rénovation de Bordeaux, son classement Unesco, les animations telles que la fête du fleuve et Vinexpo, entre autres, attirent les vacanciers.

## ■ Surtout des touristes européens

Les pays d'origine des ressortissants étrangers séjournant dans les hôtels aquitains sont d'abord le Royaume-Uni, puis l'Espagne, la Belgique et l'Allemagne. Les Britanniques restent à la première place, mais leur fréquentation diminue de 9 %. Les touristes vivant en Espagne sont venus plus nombreux. La clientèle belge affectionne le littoral aquitain, mais aussi le Périgord noir. La clientèle allemande augmente cette saison ; ils arrivent en tête de la fréquentation sur l'espace littoral aquitain.

La région accueille de plus en plus de touristes asiatiques, même si leur nombre reste cependant limité ; ils sont surtout adeptes du tourisme urbain (Bordeaux).

Les hôtels haut de gamme bénéficient d'une importante augmentation de fréquentation tant de la clientèle française (+ 18 %) qu'étrangère (+ 12 %). □

**Patricia DOUBLET**  
**Yvette WILLM**  
Insee Aquitaine

## Marchandises : le trafic routier toujours en progression, le trafic maritime en recul en 2011

**En 2011, le trafic maritime de marchandises diminue. La baisse est mesurée sur le Grand port maritime de Bordeaux et plus intense sur le port de Bayonne. La finalisation de la réforme portuaire pour Bordeaux s'est faite en juin 2011. Le trafic routier de marchandises continue de progresser. Le transport combiné reprend des couleurs en 2011 et repasse la barre des 500 000 tonnes.**

Le trafic maritime de l'Aquitaine en 2011 diminue de 6 % par rapport à 2010. Cette baisse se ressent dans les deux ports aquitains, en particulier à Bayonne, confirmant la tendance amorcée dès 2009.

### ■ Grand port maritime de Bordeaux : 8,4 millions de tonnes

Avec un trafic de 8,4 millions de tonnes en 2011 contre 8,7 en 2010, le Grand port maritime de Bordeaux termine l'année sur une légère baisse (- 4 %), principalement liée au recul des hydrocarbures. L'année 2010 était exceptionnelle suite à l'approvisionnement d'une bonne partie de la France via Bordeaux à cause des arrêts des raffineries françaises et de certains dépôts.

Les marchandises débarquées, avec 6 millions de tonnes, sont en repli de 4,3 % suite à la baisse des entrées de produits raffinés (- 5,4 %), premier trafic du port de Bordeaux avec plus des deux tiers des importations. La reprise du secteur de la construction a permis une progression des importations de granulats et annonce de belles perspectives en 2012 avec les chantiers importants de l'agglomération bordelaise. Cela confirme la pertinence des importations de granulats par voie maritime sur ce secteur.

Les graines oléagineuses enregistrent une très forte hausse (+ 56 %), avec près de 200 000 tonnes d'import. Par ailleurs, les trafics liés à la chimie continuent leur progression, avec les imports de sel mais aussi de méthanol et de butadiène, confortant l'importance de cette filière pour le développement du port de Bordeaux, mais aussi pour l'Aquitaine. Les engrais manufacturés sont en forte baisse. Le redémarrage de la production de l'usine Yara profite cependant aux imports d'ammoniac (+ 26 %), composant de base pour la production d'engrais.

### Toujours moins de trafic en 2011 dans les ports aquitains

(millier de tonnes)

	Entrées		Sorties		Total	
	Volume	Évol. (%) 11/10	Volume	Évol. (%) 11/10	Volume	Évol. (%) 11/10
Grand port maritime de Bordeaux . . . . .	6 020	- 4,3	2 360	- 3,0	8 380	- 3,9
Port de Bayonne . . . . .	1 318	- 10,9	2 407	- 11,9	3 725	- 11,6
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>7 338</b>	<b>- 5,5</b>	<b>4 767</b>	<b>- 7,7</b>	<b>12 105</b>	<b>- 6,4</b>

Sources : Grand port maritime de Bordeaux - Conseil régional Aquitain

Les marchandises embarquées (exportations), en recul de 3 %, représentent 2,4 millions de tonnes en 2011. Côté céréales, les efforts de diversification sur le blé se sont maintenus, malgré la fin des chargements en direction de l'Égypte. Le port a cependant continué de fournir le marché européen et d'Afrique du Nord, avec un tonnage céréales quasiment équivalent à celui

de 2010. Les trafics industriels tels que la ferraille (+ 98 %) et la terre réfractaire (+ 22 %) enregistrent de belles performances, de même que les graines, les tourteaux et les huiles.

Ces deux derniers trafics permettent de compenser la baisse de 70 000 tonnes des biocarburants (- 47 %) liée à l'évolution du marché et la concurrence des biocarburants de 2<sup>e</sup> génération, fabriqués à partir d'huiles usagées.

### ■ Trafic conteneur : + 11 %

Le trafic conteneur, avec 60 511 EVP (équivalent vingt pieds) en progression de près de 11 %, est un des trois meilleurs jamais notés sur le port de Bordeaux. Les deux armements bordelais connaissent une évolution positive : MSC avec 27 706 unités progresse de près de 18 %, et CMA-CGM avec 32 805 unités enregistre une augmentation de 5,5 %. Ce résultat, dans un contexte de crise mondiale, démontre la pertinence de services conteneurs de proximité, fiables, compétitifs et très réguliers (escala hebdomadaires à jours fixes).

Le trafic Airbus poursuit sa progression avec + 23,5 % (entrées et sorties) en 2011.

Un retour à un trafic équivalent à 2010 (autour de 8,7 Mt) est visé en 2012, après une année de transition, marquée par la finalisation de la réforme portuaire en juin 2011. La concrétisation de projets d'envergure, comme la première phase du terminal de Grattequina au premier trimestre 2012, permettra au port de Bordeaux et à la communauté portuaire de s'inscrire dans une nouvelle dynamique, avec des investissements prévus à hauteur de 12,8 millions d'euros.

### ■ Port de Bayonne : forte baisse de trafic

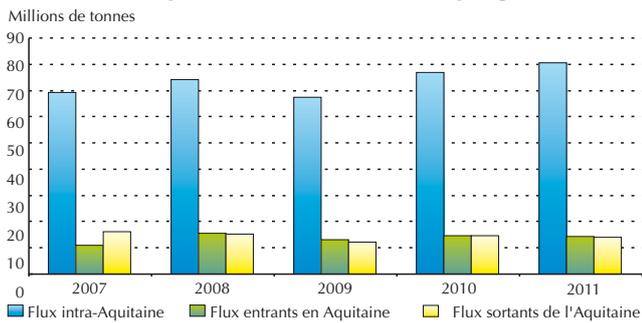
Le port de Bayonne connaît une baisse de son trafic de 11,6 % avec 3,7 millions de tonnes en 2011. Cette diminution est du même niveau que ce soit pour les marchandises entrantes ou sortantes. Elle fait suite à une baisse de 2,3 % en 2010.

### ■ Trafic routier de marchandises en progression

Les trois premiers trimestres 2011 sont marqués par une hausse du trafic du transport routier de marchandises. Les flux totaux en Aquitaine augmentent de 3 % par rapport à la même période en 2010.

Le trafic des flux intra-aquitains progresse de 4,8 % par rapport à 2010 avec un trafic de 80,5 millions de tonnes pour les trois premiers trimestres.

Le volume du flux de marchandises entrant (venant de France ou de l'étranger) en Aquitaine est quasiment identique au volume de marchandises sortant (partant en France ou à l'étran-

**Le transport routier continue de progresser****Le transport routier de marchandises sur 3 trimestres\***

Source : CGDD - SOeS - TRM

Ces données concernent les tonnages réalisés par des utilisateurs de véhicules routiers de transport de marchandises, sous pavillon français, sans considération de la localisation géographique de l'entreprise ou de l'établissement qui utilise les véhicules.

\*Les données du 4<sup>e</sup> trimestre 2011 n'étant pas disponibles au moment de la publication, les chiffres présentés pour les 5 années citées sont ceux des trois premiers trimestres de chaque année.

ger) de l'Aquitaine, avec des baisses de trafic respectives de 1,4 % et 2,3 %.

La tendance à la hausse du trafic Poids Lourds (PL) constatée en 2010 se confirme. En 2011, le trafic PL progresse de 2,4 % avec une progression du trafic sur la RN10 au nord de Bordeaux de 7 %.

**Trafic Poids Lourds en augmentation de 2,4 %**

	2009	2010	2011	Évol. (%) 11/10
A10 - Pons . . . . .	2 932	3 044	3 003	-1,3
RN10 - Reignac . . .	8 269	8 635	9 246	7,1
RN10 - Magescq . .	8 751	8 993	9 120	1,4
A63 - Biriadou . . .	8 089	8 592	8 655	0,7

**Trafic moyen journalier (véhicules classes 3 et 4)**

Source : DIRA - ASF

**Concurrence pour le fret ferroviaire**

Les effets de la crise qui perdurent impactent directement l'activité des principaux secteurs de marchés générateurs de transports ferroviaires. Ainsi, les marchés de la sidérurgie, de l'automobile, des BTP et des produits de grande consommation restent durement touchés. Toutefois, le chiffre d'affaires global de SNCF Géodis demeure légèrement positif grâce notamment aux activités logistiques et messageries du groupe.

Parallèlement, la concurrence intermodale s'est accrue du fait de la crise économique, le mode routier baissant globalement ses prix de transport. Simultanément, la concurrence intramodale continue de se développer. Elle représente environ 15 % du tonnage à l'échelle nationale. Cette part est supérieure au niveau régional, notamment dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

Les principales gares concernées par l'activité Fret en Aquitaine sont Hendaye, Boucau, Lacq, Artix, Thiviers, Bordeaux, Hourcade, Condat-le-Lardin et Bassens. La répartition des volumes par département est de 54 % pour les Pyrénées-Atlantiques, 29 % pour la Gironde, 12 % pour la Dordogne, 5 % pour les Landes et 1 % pour le Lot-et-Garonne.

Les trois principaux secteurs de marché pour SNCF Géodis sont les produits chimiques, le combiné et l'activité agriculture produits de carrières.

**Du mieux pour le transport combiné**

L'activité du transport combiné est mesurée ici à partir des résultats de l'entreprise Novatrans sur les plates-formes de Bordeaux-Hourcade et Bayonne-Mouguerre.

Après une baisse de 1,8 % en 2010, le transport combiné de Novatrans, pour l'année 2011, reprend des couleurs avec une augmentation de 11,6 %.

*Le transport combiné est le transport de marchandises de bout en bout dans un même conteneur ou une même caisse mobile utilisant successivement plusieurs modes de transport. Chez les professionnels du secteur, l'appréciation du transport combiné est effectuée en unité de transport intermodal (UTI). L'unité de transport intermodal correspond à des conteneurs, caisses mobiles et semi-remorques convenant au transport intermodal.*

En UTI, le volume traité est en légère progression pour l'année 2010, avec une augmentation de 10 % pour Bayonne-Mouguerre et une baisse de 8 % pour Hourcade. □

**Des tonnages en progression pour le transport combiné**

	2009		2010		2011		Évol. (%) 11/10	
	UTI	Tonnes	UTI	Tonnes	UTI	Tonnes	UTI	Tonnes
Bordeaux Hourcade . . . . .	13 261	217 323	13 251	218 000	12 145	230 640	-8,3	5,8
Bayonne Mouguerre . . . . .	13 956	254 230	13 900	245 000	15 363	286 080	10,5	16,8
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>27 217</b>	<b>471 553</b>	<b>27 151</b>	<b>463 000</b>	<b>27 508</b>	<b>516 720</b>	<b>1,3</b>	<b>11,6</b>

Source : Novatrans

**Bruno CARRÉ**  
Dreal Aquitaine

**POUR EN SAVOIR PLUS...**

• Site des transports en Aquitaine :

[www.transports.aquitaine.equipement.gouv.fr](http://www.transports.aquitaine.equipement.gouv.fr)

## En 2011, progression de 8 % du trafic passagers des TER et des aéroports

Le trafic reprend en 2011 dans les TER aquitains avec une hausse de 8,4 %. Il progresse aussi dans les airs (8,2 %), excepté pour l'aéroport de Pau-Pyrénées. La croissance est très forte pour celui de Bordeaux-Mérignac (11 %), qui dépasse les 4 millions de passagers.

En 2011, la fréquentation des trains express régionaux (TER) reprend, après une baisse de 1,5 % en 2010 et de 1,1 % en 2009.

### ■ Retour des voyageurs dans les TER

En 2011, la fréquentation des trains express régionaux (TER) augmente fortement de 8,4 % en nombre de voyageurs\*kilomètres. La fréquentation de toutes les liaisons TER est en progression : de 2 % sur la liaison Agen - Périgueux à 32 % sur la liaison Bordeaux - Pointe de Grave.

#### Un trafic TER en hausse en 2011

	2007	2008	2009	2010	2011	Évol. (%) 11/10
Bordeaux - Agen.....	86,8	96,7	95,3	94,9	101,5	6,9
Bordeaux - Arcachon.....	76,0	84,1	86,1	87,4	92,1	5,4
Bordeaux - Périgueux - Brive..	82,1	83,6	83,9	83,1	89,2	7,3
Bordeaux - Dax - Hendaye...	62,1	76,6	69,3	71,3	79,0	10,8
Bordeaux - Bergerac - Sarlat..	49,9	51,9	49,9	49,4	51,9	5,0
Bordeaux - Mont-de-Marsan...	32,7	38,1	38,8	37,8	39,0	3,0
Bordeaux - Pau - Tarbes.....	22,2	26,4	29,8	26,9	32,8	21,9
Bordeaux - Angoulême.....	17,8	20,8	19,1	19,0	19,6	2,9
Bordeaux - Pointe de Grave..	17,4	18,6	18,7	14,5	19,2	32,3
Bordeaux - St-Mariens.....	10,7	11,7	11,9	12,3	13,6	10,4
Agen - Périgueux.....	12,4	11,4	11,8	11,5	11,7	2,1
Hendaye - Pau -Tarbes.....	10,6	11,1	10,9	10,5	11,8	12,2
Pau - Oloron - Canfranc.....	4,4	4,9	4,6	3,8	4,6	21,6
Bayonne - St-Jean-Pied-de-P..	2,8	2,9	2,7	2,1	2,7	28,1
<b>Ensemble TER.....</b>	<b>487,9</b>	<b>538,8</b>	<b>532,8</b>	<b>524,5</b>	<b>568,5</b>	<b>8,4</b>

Trafic des Trains Express Régionaux (en millions de voyageurs x kilomètres)

Source : Conseil régional Aquitaine

Les écarts constatés sur les lignes Pau-Oloron, Bayonne - St-Jean-Pied-de-Port et Bordeaux - Pointe de Grave sont liés à la fermeture pour travaux des 2 premières lignes en 2010 pendant 6 mois et la troisième partiellement pendant 5 mois.

### ■ Aéroport de Bordeaux : + 11 %

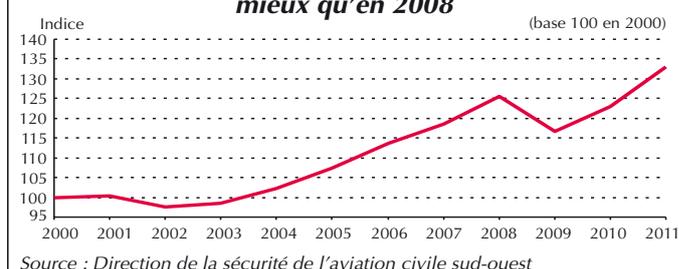
Le nombre de passagers locaux des aéroports en Aquitaine s'élève en 2011 à 6 millions de passagers, soit une augmentation de 8,2 % par rapport à 2010. Excepté l'aéroport de Pau-Pyrénées, tous les aéroports qui maillent le territoire aquitain enregistrent de meilleurs résultats qu'en 2010. Le cap des quatre millions est franchi à Bordeaux et celui du million est dépassé à Biarritz.

En 2011, le nombre total de passagers de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac progresse de 11 % par rapport à 2010. Le nombre de passagers internationaux augmente de 15 %, et celui des passagers nationaux de 9 %. L'aéroport a connu l'ouverture de trois nouvelles liaisons internationales (Prague avec Czech Airlines), dont 2 à bas coût (Agadir avec Jet4You et Séville avec Ryanair) et d'une liaison nationale (Saint-Denis de la Réunion avec Air Austral). De plus, cinq lignes internationales ont été dédoublées.

Le nombre de compagnies à bas coût demeure stable à 10 en 2011.

Le cap du million de passagers est franchi sur l'aéroport de Biarritz-Anglet-Bayonne avec 1 033 028 passagers embarqués en 2011. Le nombre de passagers totaux progresse de 4,4 % par rapport à 2010 : 5,3 % pour les passagers nationaux et 1,2 % pour les internationaux.

#### Trafic passagers en 2011 sur les aéroports aquitains, mieux qu'en 2008



Source : Direction de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest

La ligne à obligation de service public (OSP) desservant l'aéroport de Périgueux-Bassillac à Paris a transporté 7 256 passagers en 2011, soit une hausse de 12 % par rapport à 2010. À cela, il faut ajouter les 1 256 passagers transitant de Bergerac.

### ■ Aéroport de Pau-Pyrénées : réduction du trafic

Après la baisse de 2,1 % du nombre de passagers en 2010, la tendance se confirme pour l'aéroport de Pau-Pyrénées avec un déficit de 4,8 % de passagers embarqués en 2011 (départ de la compagnie Ryanair). Le nombre de passagers nationaux augmente un peu, mais le trafic passagers international accuse une baisse de plus de 4,8 %. L'aéroport de Tarbes-Lourdes n'est distant que de 40 kms.

Pour l'aéroport d'Agen-La-Garenne, le nombre prévisionnel de 25 600 passagers de la première année de la liaison à OSP Agen-Paris est atteint. Et il est largement dépassé grâce à la 3<sup>e</sup> fréquence : le nombre de passagers embarqués pour Paris est passé à près de 35 000.

Pour l'aéroport de Bergerac-Dordogne-Périgord, le nombre de passagers internationaux augmente de plus de 12 % par rapport à 2010. Cela représente plus de 99 % du nombre de passagers totaux. La fréquentation de la liaison sur Paris (via Périgueux) est en baisse de près de 50 %.

Le trafic de véhicules particuliers sur l'axe nord/sud décroît légèrement par rapport à 2010 (- 1,5 %). La tendance à la baisse de trafic sur la RN10 à hauteur de Magescq constatée en 2010 se confirme. □

**Bruno CARRÉ**  
Dreal Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site des transports en Aquitaine :

[www.transports.aquitaine.equipement.gouv.fr](http://www.transports.aquitaine.equipement.gouv.fr)

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
<b>Démographie <sup>(1)</sup></b>						
Population au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 (p) . . . . .	413 812	1 447 817	383 973	331 741	654 517	<b>3 231 860</b>
<i>dont moins de 20 ans (%) . . . . .</i>	20,2	23,7	22,1	21,8	22,1	<b>22,5</b>
<i>dont 60 ans ou plus (%) . . . . .</i>	31,9	22,6	27,9	29,7	27,1	<b>26,0</b>
Évolution annuelle moyenne entre 1999 et 2010 (%) . . . . .	0,6	1,1	1,5	0,8	0,8	<b>1,0</b>
<i>due au solde naturel (%) . . . . .</i>	- 0,3	0,3	0,0	- 0,1	0,0	<b>0,1</b>
<i>due au solde migratoire apparent (%) . . . . .</i>	0,9	0,8	1,5	0,9	0,8	<b>0,9</b>
Projections de population 2040 . . . . .	464 250	1 782 514	492 884	375 258	762 944	<b>3 877 850</b>
<b>Éducation - enseignement (rentrée 2011-2012) <sup>(2)</sup></b>						
Élèves - Premier degré - public . . . . .	32 073	128 553	33 317	26 597	45 366	<b>265 906</b>
Élèves - Premier degré - privé . . . . .	1 986	12 452	2 407	2 810	12 945	<b>32 600</b>
Collégiens - second degré - public . . . . .	15 450	58 141	16 506	12 463	20 741	<b>123 301</b>
Collégiens - second degré - privé . . . . .	2 235	11 647	1 685	2 610	9 497	<b>27 674</b>
Lycéens généraux et technologiques - second degré - public . . . . .	5 972	25 528	5 697	5 274	10 449	<b>52 920</b>
Lycéens généraux et technologiques - second degré - privé . . . . .	594	6 455	545	886	3 939	<b>12 419</b>
Lycéens professionnels - second degré - public . . . . .	3 157	12 006	3 449	2 825	5 545	<b>26 982</b>
Lycéens professionnels - second degré - privé . . . . .	649	3 608	678	289	2 106	<b>7 330</b>
Étudiants - enseignement supérieur - 2010/2011 (nc Tarbes : 595) . . . . .	3 029	81 324	2 071	3 131	17 926	<b>107 481</b>
Apprentis - hors Agriculture - 31 décembre 2010 . . . . .	2 337	7 554	1 642	1 451	3 205	<b>16 189</b>
<b>Revenus (2009) <sup>(3)</sup></b>						
Niveau de vie médian des ménages par UC en € . . . . .	17 656	19 441	18 664	17 437	19 138	<b>18 845</b>
1 <sup>er</sup> décile en € . . . . .	9 833	10 850	11 001	9 742	10 957	<b>10 599</b>
9 <sup>e</sup> décile en € . . . . .	31 457	35 431	32 482	31 557	34 989	<b>34 142</b>
Rapport interdéciles . . . . .	3,2	3,3	3,0	3,2	3,2	<b>3,2</b>
<b>Pauvreté des ménages (2009) <sup>(3)</sup></b>						
Taux de pauvreté (%) . . . . .	16,3	12,0	11,5	17,1	11,7	<b>12,9</b>
Intensité de la pauvreté (%) . . . . .	19,3	18,9	17,3	18,6	17,8	<b>18,6</b>
<b>Part des prestations sociales dans le revenu disponible moyen (2009) (%) <sup>(3)</sup></b>						
Pour l'ensemble des ménages (%) . . . . .	3,9	3,8	3,6	4,5	3,7	<b>3,8</b>
Pour les ménages pauvres (%) . . . . .	25,2	32,3	27,1	28,5	29,5	<b>29,6</b>
<b>Structure du revenu fiscal (2009) <sup>(4)</sup></b>						
Part des salaires y c. chômage (%) . . . . .	52,7	63,2	55,9	54,7	57,3	<b>59,1</b>
<i>dont part des indemnités de chômage (%) . . . . .</i>	2,9	3,0	2,8	3,2	2,6	<b>2,9</b>
Part des pensions, retraites et rentes (%) . . . . .	34,7	24,7	31,0	31,1	29,4	<b>28,2</b>
Part des bénéficiaires (%) . . . . .	6,4	5,9	6,7	7,1	6,1	<b>6,2</b>
Part des autres revenus (%) . . . . .	6,3	6,2	6,4	7,1	7,2	<b>6,5</b>
Part des ménages fiscaux imposés (%) . . . . .	51,1	60,4	57,2	50,5	58,0	<b>57,3</b>
<b>Emploi - chômage</b>						
Évolution annuelle de l'emploi salarié 4 <sup>e</sup> trim. 2011 (CVS, %) (p) <sup>(5)</sup> . . . . .	- 0,9	0,9	- 0,5	0,5	0,4	<b>0,5</b>
Taux de chômage localisé au 4 <sup>e</sup> trimestre 2011 (CVS, %) (p) . . . . .	10,5	9,7	9,1	10,0	8,2	<b>9,5</b>
<b>Entreprises</b>						
Nombre d'établissements actifs au 31/12/2009 hors défense <sup>(6)</sup> . . . . .	43 392	128 214	37 682	32 775	69 955	<b>312 018</b>
Créations d'entreprises (année 2011) . . . . .	3 200	15 217	3 366	2 345	5 328	<b>29 456</b>
<i>dont auto-entreprises . . . . .</i>	1 903	8 622	1 908	1 371	2 902	<b>16 706</b>
Défaillances d'entreprises (octobre 2010 à septembre 2011) . . . . .	386	1 329	269	286	468	<b>2 738</b>
<b>Construction <sup>(7)</sup></b>						
Logements autorisés individuels 2011 . . . . .	2 394	10 286	3 171	1 536	3 183	<b>20 570</b>
Logements autorisés collectifs 2011 . . . . .	75	11 425	1 307	193	2 909	<b>15 909</b>
Logements mis en chantier individuels 2011 . . . . .	1 943	7 835	2 445	1 107	2 197	<b>15 527</b>
Logements mis en chantier collectifs 2011 . . . . .	70	8 998	1 075	136	2 432	<b>12 711</b>
Surfaces autorisées locaux non résidentiels 2011 (m <sup>2</sup> ) . . . . .	241 720	1 019 478	267 588	352 534	443 533	<b>2 324 853</b>
<b>Commerce extérieur (données CAF/ FAB hors militaire) <sup>(8)</sup></b>						
Exportations 2011 (en millions d'euros) . . . . .	858	7 431	1 790	728	2 929	<b>13 736</b>
Importations 2011 (en millions d'euros) . . . . .	796	7 811	2 080	912	1 870	<b>13 469</b>

Sources : (1) Insee, *Estimations de population, État civil, Omphale 2010*

(2) Rectorat de l'académie de Bordeaux

(3) Insee, *Revenus disponibles localisés*

(4) Insee - DGFIP, *Revenus fiscaux localisés*

(5) Insee, *Estimations d'emploi à T+ 90 jours (Emploi salarié marchand non agricole et hors intérim)*

(6) Insee, *Clap*

(7) Dreal Aquitaine, *Sit@del2*

(8) Direction régionale des Douanes de Bordeaux

(p) provisoire

■ Revenus - Salaires - article pages 10-11

Le zonage en aires urbaines 2010

Regroupements ZAU	Code et intitulé ZAU-2010	Définition
Grands pôles urbains	111 - Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)	Unités urbaines comptant au moins 10 000 emplois
Espace périurbain	112 - Couronnes des grands pôles urbains	Ensemble des communes dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent hors de leur commune de résidence, dans un grand pôle ou dans des communes de sa couronne
	120 - Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	Communes situées hors des grandes aires urbaines dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent dans plusieurs grandes aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un espace d'un seul tenant
Moyennes et petites aires	211 - Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)	Unités urbaines comptant de 5 000 à moins de 10 000 emplois
	212 - Couronnes des moyens pôles	Ensemble des communes dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent hors de leur commune de résidence, dans un pôle moyen ou dans des communes de sa couronne
	221 - Petits pôles (moins de 5 000 emplois)	Unités urbaines comptant de 1 500 à moins de 5 000 emplois
	222 - Couronnes des petits pôles	Ensemble des communes dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent hors de leur commune de résidence, dans un petit pôle ou dans des communes de sa couronne
Autres communes multipolarisées	300 - Autres communes multipolarisées	Communes situées hors de l'espace des grandes aires urbaines (111+112+120) et hors des petites (221+222) ou moyennes aires (211+212), dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent dans plusieurs aires sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant
Communes isolées hors influence des pôles	400 - Communes isolées hors influence des pôles	Ensemble des communes situées hors de l'espace des grandes aires urbaines et hors de l'espace des autres aires

## ■ Emploi - article pages 18-19

### Les estimations d'emploi

Les estimations d'emploi comptabilisent le nombre de personnes en emploi résidant en France. Il s'agit d'un emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes, c'est-à-dire corrigé de la multiactivité de certains travailleurs.

Ces estimations d'emploi total sont publiées sur une base annuelle, dans la mesure où certaines composantes de l'emploi ne peuvent, à l'heure actuelle, être approchées que de manière annuelle.

Depuis de nombreuses années, l'Insee publie des estimations trimestrielles d'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles.

Depuis l'estimation du deuxième trimestre 2009, l'Insee utilise la nomenclature d'activité "NAF rev.2, 2008". Le champ des secteurs dits "essentiellement marchands" couvre 15 des 17 postes de la nomenclature d'activités française NAF (secteurs DE à MN et secteur RU). Il regroupe les activités les plus sensibles à la conjoncture et est presque équivalent au champ publié en ancienne NAF.

## ■ Démographie des entreprises - article pages 24-25

### Les créations d'entreprises

La définition des créations d'entreprises dénombrées par l'Insee s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Les créations d'entreprise correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire Sirene, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de plus d'un an ;
- cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise par une entreprise nouvelle des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

### Les défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Il ne faut pas confondre la notion de jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire qui ne se résout pas forcément par une liquidation) et la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique d'une entreprise). Les liquidations suite à une défaillance ne représentent qu'une partie de l'ensemble des cessations d'entreprises, de l'ordre de 20 %, mais variable avec le temps et les secteurs d'activité.



Insee Aquitaine - Page d'accueil - Mozilla Firefox

Fichier Édition Affichage Historique Marque-pages Outils ?

http://www.insee.fr/fr/regions/aquitaine

Les plus visités Site Public (themes) Site Auteurs >>

# Pour en savoir plus

**Insee** [www.insee.fr](http://www.insee.fr) et [www.insee.fr/aquitaine](http://www.insee.fr/aquitaine) (les pages régionales)

**Agriculture - Pêche**  
*Données statistiques*  
[www.draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/rubrique.php?id\\_rubrique=170](http://www.draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/rubrique.php?id_rubrique=170)

**Commerce extérieur - Douanes**  
*Le chiffre du commerce extérieur*  
[http://lekiosque.finances.gouv.fr/APPCHIFFRE/Portail\\_default.asp](http://lekiosque.finances.gouv.fr/APPCHIFFRE/Portail_default.asp)

**Économie**  
*Tendances régionales Aquitaine*  
[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

**Éducation**  
*Site du rectorat de l'académie de Bordeaux*  
[www.ac-bordeaux.fr/evaluation-rapports-et-statistiques.html](http://www.ac-bordeaux.fr/evaluation-rapports-et-statistiques.html)

**Équipement - Transports - Logement - Développement durable**  
*Site de la Dreal*  
[www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/](http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/)

**Impôts - Fiscalité**  
**Les statistiques de la Direction générale des Impôts**  
*(Site de l'administration fiscale)*  
[www.impots.gouv.fr/](http://www.impots.gouv.fr/) --> Rubrique Statistiques

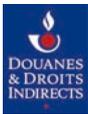
**Travail - Emploi - Entreprises - Tourisme**  
*Site de la Direccte*  
[www.aquitaine.travail.gouv.fr/](http://www.aquitaine.travail.gouv.fr/)

Terminé

ABP



## Le Dossier n° 76



## L'année économique et sociale 2011 en Aquitaine

Ce bilan 2011 s'inscrit dans un contexte de tensions sur les dettes souveraines dans la zone euro.

L'année 2011 en Aquitaine commence bien dans le sillage de la reprise de 2010. La fin de l'année est plus hésitante.

Le redressement de l'activité engagé en 2010 se poursuit au cours du premier semestre 2011 dans tous les secteurs d'activité, d'après les chiffres d'affaires des entreprises. Avec la crise de la dette de l'été 2011, l'attentisme a prévalu dans la deuxième partie de l'année.

Les créations d'emplois sont moins nombreuses qu'en 2010, et les services marchands dynamiques en 2010 commencent à détruire des emplois, en fin d'année, comme en France. Le chômage augmente plus vite qu'au niveau métropolitain et fin 2011, il touche 9,5 % de la population active régionale.

Les inégalités s'accroissent ; la pauvreté, même si elle a moins augmenté que dans le reste de l'Hexagone, touche un Aquitain sur huit.

*L'Insee, en association avec les services régionaux de l'État, mais également la Banque de France et Pôle emploi, présente l'édition 2012 de "l'année économique et sociale en Aquitaine".*

*Les acteurs publics et privés de la région disposent ainsi d'un panorama complet d'analyses réalisées par des experts des différents domaines.*

*En annexe, des chiffres clés départementaux sont proposés.*

**Prix : 12,50 €**  
**Code IAD7608**

Directeur de la publication : **Jean-Michel Quellec**

Rédacteur en chef : **Élisabeth Nadeau** - Secrétaire de rédaction : **Mireille Dalla-Longa**

INSEE Aquitaine - 33, rue de Saget - 33076 Bordeaux cedex

Tél. : 05 57 95 05 00 - Fax : 05 57 95 03 58 - Minitel : 3617 INSEE - Internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

© Insee 2012 - n° ISBN : 978-2-11-050155-4 - n° ISSN : 1253-8051 - Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2012

Composition PAO : Insee Aquitaine